LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

N° 1623
du 17 au 23 février 2011

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

« J'ai perdu mon R2 D2 en Sibérie. »
Nestor Makhno

Les magistrats en grève

L'État en procès

Justice
La fronde judiciaire
page 3

Écologie
Contamination au tritium
page 7

Répression
L'après-Loppsi 2...
page 9

Internet
L'après-WikiLeaks
page 14

Histoire
Barcelone sous les balles
page 18

M 02137 - 1623 - F: 2,50 €

Sommaire

Le *Monde libertaire* est le journal de la Fédération anarchiste. L'édition, la mise en page, l'iconographie et la correction sont assurées par le Comité de rédaction du Monde libertaire (CRML), formé de membres de la FA qui leur confie ce mandat pour un an.

Les auteurs des articles ne sont pas tous membres de la FA mais leurs productions sont systématiquement lues et acceptées à l'unanimité par le CRML avant leur publication.

Pour soumettre un article au CRML, il suffit d'envoyer un fichier au format *doc* à l'adresse :
monde-libertaire@federation-anarchiste.org

La mention « Article » doit figurer dans l'objet de l'email. Une page du journal représente environ 5 000 signes, espaces comprises. Si l'article est accepté, nous nous occupons de l'illustration, bien que nous acceptions les images éventuellement fournies avec l'article (libres de droit). Le CRML se réunit le mardi soir pour décider du contenu du numéro à paraître la semaine suivante. Cela signifie qu'un article reçu le mercredi ne sera lu que six jours plus tard et publié au plus tôt quatorze jours après réception, voire plus tard, en fonction de notre plan de charge.

Un article peut ne pas être publié pour plusieurs raisons qui n'ont pas trait au contenu politique. Le journal ne comprenant que 24 pages, celles-ci peuvent être occupées par des articles prioritaires. D'autre part parmi plusieurs articles traitant du même sujet, le CRML peut faire le choix de ne pas tous les publier.

Actualité

À la une : la fronde des magistrats, par P. Schindler, *page 3*

Moubarak en vrac, par les Relations internationales de la FA, *page 5*

L'Autruche, par F. Ladrisse, *page 5*

Des brèves, un strip, *page 6*

Contamination au tritium, par Gwizio, *page 7*

France, terre de contrats, par M. Silberstein, *page 8*

Loppsi 2, la suite, par Daniel, *page 9*

Un point de vue sur Force ouvrière, par Fabrice, *page 10*

Arguments

Agriculture, pesticides et société, par Guillaume, *page 11*

Horreurs nazies, par N. Potkine, *page 9*

L'après-WikiLeaks, par E. Vilain, *page 14*

Sciences

La technique, oh my godness ! (2/2), par J. Jacob, *page 16*

Histoire

Barcelone sous les balles (1919-1923), par G. Goutte, *page 18*

Mouvement

C'est pas du cinoche, par Bibo, *page 21*

Andreï Koutouzov menacé, *page 21*

La plus rebelle des radios, *page 22*

L'agenda, *page 23*

Tarifs **France et étranger**
(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^os^ ◯ 25 €
6 mois, 25 n^os^ ◯ 50 €
1 an, 45 n^os^ ◯ 75 €

(Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

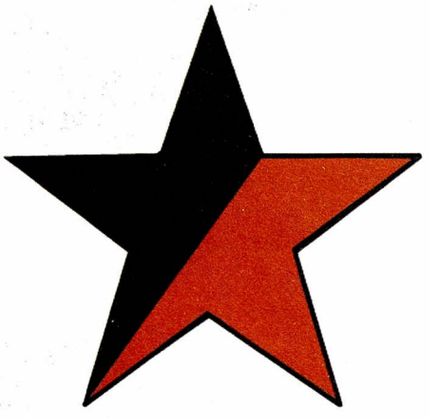
Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien
1 an, 45 n^os^ ◯ **95 €**

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international
(IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363).
(BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.



Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion Presstalis. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08

Editorial

La magistrature fait tache d'huile !

Les pouvoirs exécutif et judiciaire s'engueulent en ce moment. Ce pourrait être un motif immédiat de réjouissance pour nous, anarchistes, si les faits étaient aussi simples à décrire. En réalité les actuels détenteurs du pouvoir exécutif ont imposé à la fois de diminuer les moyens matériels et les effectifs dans les tribunaux, augmentant considérablement la charge de travail des magistrats. Au point qu'en novembre dernier un juge d'instruction s'est suicidé, accablé par la quantité de dossiers à traiter et l'obligation de choisir lesquels passer en premier, laissant un grand nombre de personnes attendre de connaître leur sort. Ne nous apitoyons tout de même pas trop sur le sort d'agents parfois responsables du gâchis de vies humaines, mais reconnaissons que leur rôle n'est pas symétrique à celui d'un président ou d'un ministre de la République puisqu'ils sont en interaction directe avec la fameuse et mal nommée « société civile ». Ce sont des valets. Et ces valets ont reçu ordre de bosser plus ; le temps n'étant pas extensible, ils ont bossé moins bien ; alors le Roi les en a blâmé publiquement. Il aura fallu une pression vraiment grande avant que les valets ne se rebiffent. Voilà un motif de réjouissance pour nous autres anarchistes : sous la pression, même ceux qui, à l'occasion, condamnent des actes contestataires en viennent à contester publiquement le sommet de leur hiérarchie. Et en faisant grève ! Il s'agit certainement là d'une piste sur le long chemin de la transformation de l'organisation politique. La tension et le déclic. En Tunisie, la tension sociale était immense et depuis longtemps mais il a fallu l'humiliation et le suicide en public d'un homme pour déclencher l'ample mouvement social qu'on a vu. Ce même mouvement a été le déclic de la contestation massive en Égypte. Beaucoup d'autres événements populaires de l'histoire pourraient être décrits ainsi – pas tous cependant –, bien qu'il ne faille pas se borner à attendre des déclics puisque rien n'assure *a priori* que la société devienne plus juste. Et créer des déclics ? Si ceux-ci consistent en humiliations, tirs contre la foule ou suicide d'un martyr, la réponse est évidente : c'est non. Mais observer les événements, dénoncer ceux qui ne sont que de la poudre aux yeux – le Spectacle –, pointer ceux dont on doit profiter et transmettre les valeurs d'une société juste où l'individu est autonome, telles sont certaines des tâches d'un anarchiste aujourd'hui, une étape vers la révolution.

Contre le pouvoir, nous proposons nos super pouvoirs : la grève en collants.

Patrick Schindler

Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste

Police partout, justice nulle part !

Il est toujours délicat pour les anarchistes de s'exprimer sur la justice et la prison. En effet, historiquement, les libertaires ont toujours préconisé l'abolition de cette dernière, très liée au capitalisme et symbole suprême du contrôle de l'État sur les individus. Cette idée est souvent mal comprise par nos interlocuteurs. Nous pensons en effet que, non seulement, beaucoup de prisonniers n'ont commis que des délits d'ordre économique (délits intrinsèques de toute société de classes), mais surtout que la prison ne permet que très rarement la réintégration des prisonniers. Enfin, le nombre et la gravité des crimes commis par d'anciens prisonniers ne diminuent pas après un passage en prison. À notre sens, les tribunaux d'une justice souvent aveugle, non-indépendante et professionnelle devraient être remplacés par des assemblées issues de la communauté pour gérer le problème de la criminalité. Enfin, l'on peut nous traiter de doux angélistes, mais nous n'en sommes pas pour le moins convaincus que la destruction du capitalisme et l'instauration d'une société anarchiste entraîneraient la disparition d'une grande part des crimes, puisque la plupart d'entre eux découlent de la propriété privée et de l'autorité. Cependant, les anarchistes ne sont pas en marge de la société et sont bien obligés de vivre avec, avant d'arriver à la transformer. C'est pourquoi nous espérons que les derniers événements nés de propos populistes seront l'occasion de remettre en question la pratique actuelle de la justice et surtout la sécurisation à outrance de cette société liberticide.

Réfléchir avant de parler…

En effet, le 3 février dernier, Nicolas Sarkozy, jamais en manque de déclarations à sensation devant les journalistes, a promis des sanctions pour « *les fautes et dysfonctionnements* » à l'origine, selon lui, de la remise en liberté du meurtrier récidiviste et présumé de Laëtitia, une gamine de 18 ans. Mais ce que les magistrats n'ont pas supporté, c'est d'être visés et mis en cause avant même que ne soient connus les résultats des enquêtes en cours, tandis que depuis des années « *ils tirent la sonnette d'alarme sur le manque de moyens de la justice* ». Jeudi 10 février a marqué le pic de la mobilisa-

tion des professions judiciaires. À Nantes, plus de 2 000 manifestants ont défilé, rassemblant magistrats, avocats, agents de la protection judiciaire de la jeunesse, officiers de police (!), greffiers... Ils étaient tous là pour condamner « *les formules mensongères énoncées par Sarkozy et son gouvernement pour faire croire que la récidive peut être purement supprimée* ». Ils ont surtout exigé du ministère de la Justice qu'il « *n'engage pas de poursuites auprès des fonctionnaires victimes de la pénurie de moyens dans l'affaire de Nantes* ».

La manifestation à Nantes a choisi la forme d'une marche silencieuse en signe de respect à l'égard du drame de Pornic. En tête de cortège se trouvaient les magistrats de la hiérarchie et les responsables des organisations syndicales (dont le Syndicat de la magistrature). Des « parquetiers », eux non-syndiqués, étaient venus des quatre coins de la France pour dénoncer « *les propos démagogiques et dangereux de Sarkozy* » qui a eu le culot de demander de « *faire un tri dans les priorités qui incombent à leur métier* ». Ces derniers ont vivement rétorqué que « *cette logique gestionnaire est le pur produit de manque de moyens. Et comment prétendre faire fonctionner la justice sans moyens? Derrière il y a des vies en jeu* ». Il suffit d'assister à une audience pour comprendre ce que signifie le manque de moyens : les conseillers d'insertion se retrouvent avec un nombre trop important de dossiers à gérer. À Nantes, par exemple, à l'application des peines, on compte seulement cinq greffiers contre dix-sept préconisés sur le papier par la chancellerie. Pas d'autre choix alors que de gérer dans l'urgence.

Justice : ça branle dans le manche !

Pour les représentants du Syndicat de la magistrature, il y a une vraie exaspération partagée d'un bout à l'autre de la chaîne judiciaire : « *Sarkozy est tellement en échec sur la sécurité qu'il cherche des boucs émissaires.* » Virginie Valton, de l'Union syndicale des magistrats, rappelait dans une interview que, à la suite des propos de Sarkozy, un appel à repousser les audiences a été lancé à l'unanimité jusqu'à la fin de la semaine dernière, avant de convoquer des assemblées générales au début de cette semaine. À l'heure actuelle, 170 juridictions sur 193 ont voté des renvois, dont la Cour de cassation. À Lille, les magistrats (syndiqués ou non), les conseillers de probations et le barreau ont été rejoints par des associations de victimes, comme celle cocernant l'amiante. Il s'agit d'une mobilisation historique, d'autant que même la hiérarchie de la machine juridique, habituellement très frileuse en France, a indiqué par des communiqués qu'elle soutenait le mouvement. Selon Virginie Valton, « *Sarkozy gesticule pour faire croire qu'il agit, mais entre deux drames, il ne fait rien. Actuellement, de nombreuses lois sont dans les tiroirs du gouvernement mais elles ne sont pas votées. Par exemple, la loi sur l'amoindrissement de la récidive a été votée après le meurtre de Natacha Mougel, mais les décrets d'applications non pas été signés. Sarkozy invoque la défense des victimes pour justifier ses propos contre les magistrats. Mais nous, les victimes, nous les voyons tous les jours dans nos bureaux et aux audiences. Le gouvernement fait du populisme en préparation de 2012* ».

Les revendications des magistrats sont donc de « *donner à la justice les moyens de faire son métier* », mais surtout que Sarkozy « *cesse ses critiques envers les magistrats et tous les personnels judiciaires. Ce derniers ont été dans le viseur du gouvernement avant même que l'inspection n'ait rendu ses conclusions, alors pourquoi la présomption d'innocence devrait être appliquée à Éric Woerth ou Michèle Alliot-Marie et pas aux magistrats?* ». Enfin, le Syndicat de la magistrature dénonce la note de la chancellerie adressée à la hiérarchie judiciaire, qui a réclamé la liste des meneurs de la fronde des magistrats. Pour Virginie Valton, « *il s'agit de recenser tous ceux qui ont renvoyé les audiences, afin de les sanctionner et retenir les jours de grève sur leurs salaires* ». Ironie de l'histoire : les ponctions de salaire vont être difficiles à établir car les magistrats sont assimilés cadres et ne sont donc pas payés en fonction de leurs horaires ! Dans une minable prestation télévisée « en direct », mais totalement mise en scène, Sarkozy s'est une fois de plus ridiculisé le jeudi 10 février au soir. Fort de son arrogance habituelle, s'il a reconnu que « *la majorité des magistrats sont compétents et honnêtes* », il a aussitôt fait un parallèle, lui plutôt malhonnête, entre l'affaire de la petite Laëtitia et le drame d'Outreau, histoire de montrer que les juges ont des défaillances... Plutôt que de reconnaître les dysfonctionnements de la justice faute de moyens, il s'est contenté d'annoncer qu'en réponse à la délinquance des mineurs, avant l'été, les Français participeront à la définition des sanctions dans les tribunaux correctionnels. On craint le pire au niveau de leur sélection, surtout dans les affaires de viol ou de pédophilie qui vont attirer le chaland voyeuriste, comme des mouches sur une bouse... Mais, pour Sarkozy, il n'est pas question de moyens supplémentaires, puisque les caisses sont vides, sauf... pour les places de prison. Si on n'a pas compris le message !

P. S.

Salutations au peuple égyptien

Après la Tunisie, le peuple égyptien vient à nouveau de nous prouver que la révolution est possible, une révolution non-violente, issue des classes populaires, de la jeunesse en colère. Après 18 jours de mobilisation intense et éreintante, face à la violence du pouvoir en place, face à l'incertitude des lendemains, le peuple égyptien a réussi à se débarrasser du dictateur en place depuis 30 ans.

Même si nous ne devons pas sous-estimer les petits arrangements en coulisse (CIA), une des raisons de cette victoire tient sans doute au passage d'un mouvement de contestation centralisé sur la place Al Tahrir à un mouvement de grève générale, à une insurrection généralisée dans toutes les régions d'Égypte.

Les formes de résistance et d'auto-organisation du peuple peuvent, à présent, servir de base à la construction d'un nouveau système d'organisation sociale en Égypte et ailleurs, un système basé sur la répartition égalitaire des richesses, sur la liberté d'expression, d'association, sur le respect des droits de chacun, sur le refus de la discrimination et de l'exploitation.

Nous serons, pour notre part, vigilants à ce que ni les gouvernements occidentaux ni les différents groupes de pression politique et/ou économique, ni les chefs de partis – notamment tous les anciens membres du parti au pouvoir – ni les forces religieuses de l'islam politique ne volent cette victoire du peuple égyptien dans la construction de son autonomie.

Relations internationales de la FA
relations-internationales@federation-anarchiste.org

Quand l'autruche éternue...

C'est une douleur pour lui

Tirant tête hors du trou, qu'entends-je ? Pour commencer dans le léger, dans le qui mange pas de pain ni croûte, quoi de mieux que de citer ce brave Dupont-Aignan, pas le d'Isigny, l'autre : « *quand on me connaît on vote pour moi* », paonnait l'autre soir le gaulliste gallinacé – espèce menacée s'il en est. Son drame : être ignoré, alors même qu'il gagnerait beaucoup (de voix) à être connu. Las ! Dupont qui, déjà ? C'est d'une roue différente que pavanait, en d'autres pages, la mère Parisot, d'une roue libre comme l'air qu'elle ne désespère pas de pouvoir, un jour, tarifer. Un temps, la mère s'était faite discrète, au point qu'on en était inquiet, ou quasi, pour ses abatis. Mais passée la tempête grévière de l'automne elle nous revient, et en pleine forme : au sujet des revenus indiciblement indécents de ses amis patrons, Parisot rappelle, sans rire, que ceux-là « *ont fait un effort considérable concernant la transparence* ». On saurait mieux ce qu'ils gagnent ? Ça nous en fait une belle, de jambe, et une soi-disant toute neuve conscience pour les stock-optionnards outrancièrement blindés de biffetaille. Qu'à cela ne tienne, pour Parisot, tout continue d'aller bien mal : c'est que les entreprises françaises grossissent moins vite que les allemandes, c'est là le drame, qu'elle dit. La faute à qui ? Là, hystérie : « *C'est à cause de l'ISF, de l'ISF, oui ! C'est à cause de l'ISF !* » À l'intention de nos amis sourds et autres ralentis de l'oreille : Laurence Parisot nous dit qu'elle est contre l'ISF.

Au rayon des sourdingues, on trouvera aussi ce non-appareillé de Sarko, lequel n'entend ni ne comprend le cri de la magistrature, le soir au fond des bois de la justice. Il la méprise, surprise ! davantage que vous et moi – ce qui n'est pas peu dire. En un mot il la hait, la traitant telle une gangrène certes utile par moment à cette démocratie de façade, mais quelle plaie, les juges, hein ! Aussi subissent-ils à nouveau le présidentiel courroux, à l'occasion du tout dernier surmédiatisé fait divers. Mais ils réagissent, ils s'opposent, ils maugréent, ils manifestent ! Que veulent-ils, ces juges, de la brioche ? Selon Baroin, porte-parole patenté et lèche-talonnettes d'or toutes catégories confondues, « *ce mouvement n'est pas juste, il est le fait de magistrats qui refusent d'assumer leur responsabilité* ». Puis d'en faire des kilos, le toutou, sur le meurtre de Laëtitia, « *épreuve collective* », qu'il dit. Collective ? Comment ça ? Qu'a de collective une épreuve qui, de par sa nature, est à peine imaginable pour le quidam situé hors du champ direct du drame ? Cependant, se lâchant et semblant incapable d'une pudeur à minima, le récupérateur démago ose ceci, d'anthologie : « *C'est le président de la République qui reçoit la douleur des familles, qui reçoit ce cri. C'est une douleur pour lui.* » Ainsi donc souffre Sarkozy, en sa chair, en son être, tel l'agneau, amen... Dans le registre de l'odieux, on a rarement fait pire que cette sortie-là. Si j'étais le père de Laëtitia, peut-être trouverais-je encore la force d'aller lui péter sa sale gueule, au clébard Baroin. Et tant qu'à y être, à son maître.

Ça rigole plus ? Rionz'un peu, avec nos amis les comiques, au premier rang desquels s'avance Philippe Sollers, le précieux ridicule des lettres germanopratines : « *Tout jeune, j'étais déjà anarchiste. Il faut réveiller l'anarchie !* » s'emballe l'écriveur vain. Une déclaration qui, vous en conviendrez, ne manque pas de piquant de la part d'un bouffon passant le plus clair de ses nuits sans lune à hurler avec les loups qu'il est catholique, oui monsieur, pratiquant, parfaitement madame ! Et qui, lorsque c'était la mode, s'était arrangé pour sucer de ses lèvres lippées l'anneau papal de Popaul II... À voir un tel falot se réclamer subitement d'une idéologie dont il ignore tout et jusqu'à l'orthographe, on est en droit de se demander si l'anarchie n'est pas en train de devenir « fashion ». Merde alors, manquait plus que ça.

Frédo Ladrisse

Brèves de combat

Syndicats égyptiens

Le mouvement ouvrier indépendant s'organise en Égypte et vient de créer le comité constituant de la Fédération indépendante des syndicats d'Égypte. Celle-ci réclame le droit au travail pour le peuple égyptien, un salaire minimum, la protection sociale, le droit pour tous les travailleurs de s'associer dans des syndicats indépendants et enfin, la libération de toutes les personnes arrêtées et détenues depuis le 25 janvier.

Grève générale en Italie

Grève générale le 11 mars, pour deux ou trois petites choses... Pour la défense de l'emploi et du contrat de travail, le renouvellement des contrats publics, contre la précarité, la délocalisation des moyens de production. Pour des revenus garantis, la sauvegarde du droit au logement et le contrôle des prix (loyers), une fiscalité juste qui réduise la pression fiscale sur les salariés et les catégories défavorisées. Pour l'école, l'université, la recherche, contre la réforme du gouvernement. Pour le droit au savoir, la régularisation de tous les migrants. Pour briser le lien entre permis de séjour et contrat de travail, pour que ce soit les salariés qui choisissent la représentation syndicale dans les entreprises et non plus le patronat. Pour la démocratie sur le lieu de travail et enfin, contre le nouveau pacte social entre le gouvernement, le patronat et la CGIL, CISL UIL – pacte avec lequel sera mise avant la compétitivité des entreprises au détriment des conditions de travail et du salaire. Presque rien, quoi !

Air France dans le collimateur

Un petit texte résumant les nombreuses expulsions de sans-papiers qui ont déjà eu lieu depuis début 2011 a été distribué devant diverses agences de la compagnie par des militants politiques et associatifs. Air France participe activement à l'une des tâches principales de l'État français : traquer, enfermer, expulser les sans-papiers et s'en prendre à celles et ceux qui en sont solidaires. Depuis plus de quinze ans Air France est pointée du doigt pour son rôle majeur dans la course aux expulsions. À chaque fois les responsables de l'entreprise mettent en avant le fait qu'en tant que compagnie nationale, ils n'ont pas d'autre choix que de se plier à la volonté de l'État français. Pourtant, même lorsqu'il s'agit d'expulser des personnes pour le compte d'un autre État que la France, Air France prête main forte, ce qui a été le cas à de nombreuses reprises.

Coup bas du gouvernement

La « concurrence libre et non faussée » va être étendue aux associations, ce qui en clair signifie la remise en question de la loi du 1er juillet 1901 sur la gestion désintéressée de services sociaux, éducatifs ou culturels ! En effet, au travers de la transcription dans le droit français de la RGPP européenne, il s'agit bien de mettre de plus en plus de critères drastiques à l'obtention d'aides : le nerf de la guerre des associations, surtout les plus petites d'entre elles.

Lycée autogéré menacé à Paris

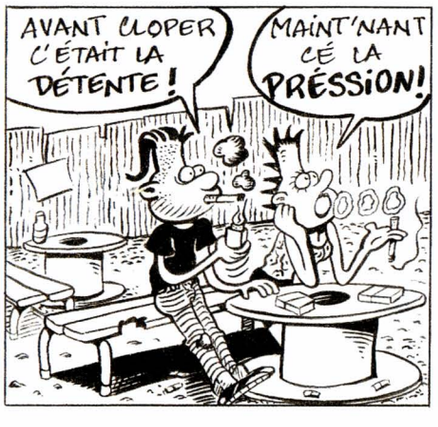
Le Lycée autogéré de Paris est menacé de fermeture à la rentrée 2011 car la réduction des dépenses de l'Éducation nationale et les décisions du rectorat de Paris suppriment cinq postes de professeurs sur une équipe de vingt-cinq. Comme par hasard dans un lycée autogéré !

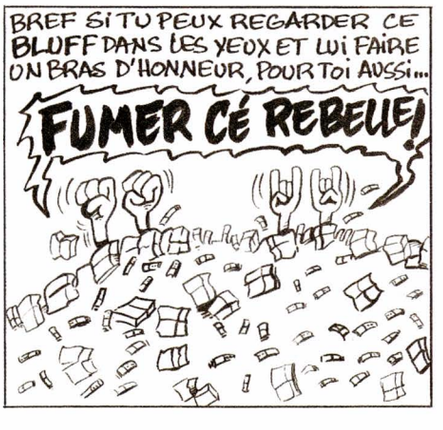
Homophobie au travail

Près d'un homosexuel sur cinq considère que le climat dans son entreprise lui est « hostile », et à peine la moitié d'entre eux (53 %) prend le risque de se dévoiler au travail, selon un sondage de l'association de lutte contre l'homophobie au travail l'Autre cercle. « *19 % de ces personnes considèrent que le climat général et quotidien au travail leur est hostile ? C'est trop, c'est beaucoup trop* », selon l'Autre cercle. Pire, en 2010, 26 % des personnes interrogées disent avoir été victimes ou témoins de comportements homophobes au travail. Parmi elles, 34 % disent en avoir été la victime directe et 51 % le témoin direct, tandis que 36 % en ont pris connaissance indirectement, et 12 % ont été informées par la victime elle-même. Y'a encore du boulot !

PAVÉ D'ANAR

avec SABIA et MAZOCH KROKAGA





Une banale contamination...

Les technologies nucléaires ont l'habitude de faire parler d'elles : train de déchets radioactif en direction de l'Allemagne, incidents réguliers dans les centrales, comme au Tricastin, etc. Voilà qu'aujourd'hui le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) vient directement contaminer les quartiers résidentiels urbains...

Vers la fin du mois d'octobre, l'AFP puis certains quotidiens nous apprenaient qu'un quartier de la commune de Saint-Maur des Fossés (94) était le théâtre d'une contamination radioactive au tritium (hydrogène radioactif). Dans le quartier de Champignol, au 22 de la rue Parmentier, la société 2M Process utilisait un tamis moléculaire pour ses activités sur les fluides, notamment pour traiter des produits en provenance des hôpitaux. Jusqu'à ce que le CEA découvre par hasard, neuf mois après avoir fourni cet appareil, qu'il était contaminé au tritium. Loin d'imaginer que ce nouveau matériel était radioactif, les salariés de cette entreprise furent les premières victimes. Les radiations affectaient tout aussi directement les riverains proches des bâtiments de la société. En réalité, ce tamis moléculaire vendu « neuf » avait servi auparavant au CEA de Valduc (près de Dijon), qui assemble des bombes atomiques.

À la suite de cet « incident », les habitants du quartier furent conviés par le maire à une réunion publique. Le jour venu, la salle était pleine de riverains attendant d'être rassurés et faisant face aux experts (CEA, Autorité de sûreté nucléaire, Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, préfet, député-maire). Après un diaporama exposant la situation et les caractéristiques du tritium, nous allions tous pouvoir prendre la parole. Cette réunion devait permettre de comprendre les causes de cette contamination pour que cela ne se reproduise jamais...

Passons sur le maire qui reprenait systématiquement la parole entre deux questions pour dire « *c'est la première question que j'ai posée...* » tout en s'exonérant de ses diverses prises de position personnelles en faveur du nucléaire, lui qui vantait le sérieux de ces technologies... Pitoyable arroseur arrosé !

De sérieux, le CEA en manque cruellement, car au-delà des questions légitimes et des inquiétudes des habitants, le fait est que celui-ci a remis à un prestataire un appareil neuf... âgé de plus de 15 ans et de surcroît contaminé ! Le représentant du CEA a consenti à un *mea culpa* entre deux coups de fil, tout en promettant que les procédures seraient dorénavant plus sérieuses.

Mais tout cela n'était pas si grave : d'après le spécialiste de l'IRSN, il n'y avait aucune raison de s'alarmer pour quelques traces retrouvées chez les salariés et les riverains ainsi que dans un rayon de 50 mètres autour de l'entreprise. Par ailleurs, toujours d'après ce spécialiste, le tritium est un des radionucléides[1] les plus faiblement radioactif.

Le message est clair : dormez tranquille braves gens, « *aucune disposition particulière n'est nécessaire*[2] ». Cependant, de nouveaux prélèvements ont été réalisés et à cette occasion, le Réseau sortir du nucléaire a fait remarquer[3] que les premiers relevés ne tenaient pas compte des vents dominants orientés vers le collège du quartier, à 200 mètres de là ; que certains relevés ont révélé des augmentations, montrant que le bâtiment continuait d'émettre de la radioactivité[4] ; que d'autres spécialistes de l'ASN disent dans un rapport que leurs connaissances sur le tritium sont limitées[5] ; que la Commission internationale de protection radiologique affirme quant à elle que « *toute dose de rayonnement comporte un risque cancérigène et génétique* ».

Deux questions restent posées. Comment le CEA peut-il envoyer des machines contaminées à ses prestataires ? Question importante pourtant à peine effleurée lors de la réunion publique, le seul enjeu étant de rassurer les habitants et non de mettre en cause ces institutions. Ensuite, comment faire confiance à l'IRSN, qui n'a pas tenu compte d'éléments fondamentaux lors des premiers relevés et ignore le manque d'information sur le tritium ? Voudrait-elle banaliser cette contamination qu'elle ne s'y prendrait pas autrement.

Que tirer de cette histoire ? Tout d'abord, il faut rappeler que les technologies nucléaires ne sont pas « propres » et ne le seront jamais. Derrière le nucléaire civil se cache le nucléaire militaire auquel il est toujours étroitement lié. Une contamination radioactive n'est jamais banale, qui plus est dans un quartier habité.

De plus, ces technologies se propagent en dehors de tout contrôle démocratique et sont imposées par l'État aux populations, priées de croire les experts : « *Désolé pour la bourde, mais puisque l'on vous dit que ce n'est pas grave !* » Toutes ces institutions disent garantir notre sécurité mais en réalité, elles se fichent de leurs prestataires comme des populations en se montrant incapables d'avoir des procédures empêchant ce type « d'incident », au mépris le plus total de notre intelligence et de notre santé.

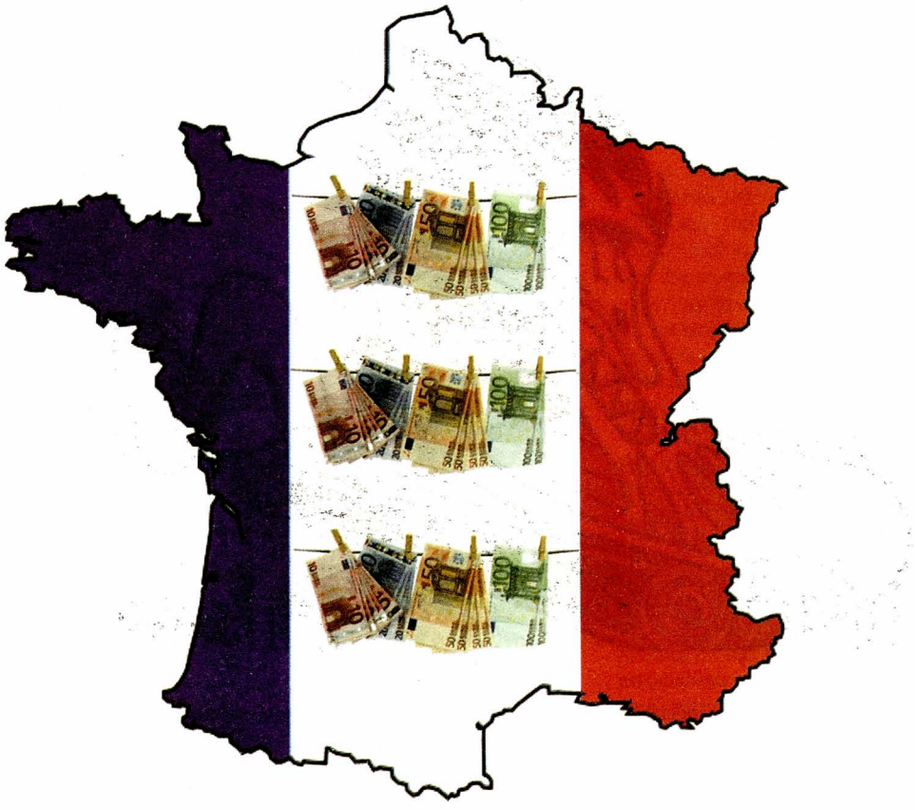
Il est définitivement temps de nous réapproprier nos vies, ces questions ne doivent pas être laissées aux mains des experts et du pouvoir. C'est à nous de décider des technologies dont nous avons besoin !

Gwizio
Groupe Tous-les-maquis
de la Fédération anarchiste

---

1. Les radionucléides sont des atomes dont le noyau est instable et donc radioactif. (*Ndlr.*)
2. Dépêche AFP du 9 novembre 2010.
3. Communiqués de presse du Réseau sortir du nucléaire du 22 novembre 2010 et du 26 novembre 2010.
4. Notes d'information de l'IRSN, «Contamination-tritium à Saint-Maur des Fossés», 15 novembre 2010 et 25 novembre 2010.
5. Synthèse du Livre blanc du tritium, ASN, juillet 2010 (http://livre-blanc-tritium.asn.fr/).

France, terre de contrats



Alliot-Marie, fort marrie par des remontages de bretelles médiatico-politiques à répétition, au sujet de son offre de service à la dictature tunisienne en pleine phase de déliquescence et de ses vacances de nabab dans ce même pays, proteste, s'insurge, vitupère, s'enlise dans de pitoyables tentatives d'auto-amnistie. Les socialistes singent la colère et l'indignation : Démission ! Qu'elle parte, qu'elle parte ! Pendant ce temps, le bizness prospère. Ah bon, mais c'est la crise, nous dit-on ! Mais pas partout : Panhard, un fleuron de l'industrie nationale, se frotte les mains et fait cliqueter ses tourelles. Le fabricant de blindés légers, après une période morose, voit la vie en rose en songeant aux promesses d'achat des nombreuses dictatures plus ou moins tunisoïdes ou égyptomorphes qui commencent sérieusement à blêmir en imaginant que tous les gueux encombrant « la rue arabe » – comme on dit sur TF1 et autres « médiacres » – pourraient bien les faire dégager au plus vite. Alors, quand le danger est là, un équipement de qualité s'impose. Qualité France bien sûr ! Panhard en propose à foison (« *Une gamme complète d'engins à roues pour le soutien, la sûreté et le combat de contact* », selon le slogan qui ouvre leur site web). Je vous conseille la page de leur site qui indique la présence dans le monde des engins de cette firme. Un planisphère piqué de points rouges montre avec éloquence qu'à part la France et quelques points disséminés en Amérique centrale, du Sud et en Europe, l'essentiel des ventes d'engins guerriers Panhard se fait dans le golfe Persique et en Afrique. Ah la Françafric, y a que ça de vrai !

Le Moyen-Orient et le Golfe ont peur et, plutôt que s'armer de patience, préfèrent les blindés légers. Les rues du Caire sont quadrillées par des chars lourds, peu adaptés à la guérilla urbaine ; il faut des engins non chenillés, rapides et maniables, avec une bonne puissance de feu tout de même. Et Panhard est là pour ça, je vous dis ! Panhard, c'est le pied, comme on dit dans les pétrodictatures du Golfe (Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Oman, Qatar[1], etc.) et en Lybie, où Kadhafi lorgne sur 120 blindés. Les demandes de devis affluent, apprend-on du PDG de cette entreprise dans un entretien aux *Échos*. L'heureux patron estime à plusieurs centaines les commandes potentielles. Du 20 au 24 février se tient le salon de l'armement Idex, aux Émirats arabes unis. Heureux hasard de l'histoire. Néanmoins, le journaliste des *Échos* fait remarquer que des promesses d'achat aux ventes réelles, il y a souvent un monde. Mais là, avec tout ce stress subi par les potentats du coin, les ventes devraient bel et bien se réaliser dans les meilleurs délais. « *Merci aux Tunisiens et aux Égyptiens* », pourrait avoir la malice de s'exclamer le marchand de canons. Reste que ce marché en pleine croissance est insuffisant pour satisfaire ce patron de choc. Heureusement, Sarkoland, tout à sa bienveillante mission de sauvegarde de la fierté nationale, a permis à l'entreprise Panhard de réaliser en 2010 un chiffre d'affaires record. L'emploi, le fric, la barbouzerie et l'honneur sont saufs…

Marc Silberstein
Groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste

1. Le Qatar, ce pays qui accueillera la Coupe du monde de foot en 2022 (voir l'article de Stéphane Lhomme dans *Le Monde libertaire*, n°1617, www.monde-libertaire.fr).

Loppsi 2 : et après ?

Dans la continuité de la loi sur l'orientation et la programmation de la sécurité intérieure (Loppsi) votée en 2002, la loi dite « Loppsi 2 », votée le 8 février 2011, n'est qu'un avatar de plus. Il s'agit, encore une fois, de nous vendre comme « exceptionnelles » un autre train de mesures répressives et sécuritaires qui nous rendraient libres en supprimant pourtant nos libertés[1].

Comme dans d'autres épisodes similaires, à l'occasion de l'adoption de la loi sur la sécurité quotidienne (LSQ, 2001), sur la sécurité intérieure (LSI, 2003), loi Perben (2004), Hadopi (2009), etc., de nombreuses oppositions sociales, syndicales et politiques se firent entendre. Sans grands succès, il faut bien le reconnaître. D'une part, la suprématie étatique sur nos libertés individuelles et politiques n'est plus guère discutée par nos concitoyens ; d'autre part, l'alignement de presque tous les partis de gouvernements (réels ou supposés) sur la *vox populi* et le conformisme ambiant, aident à construire un relatif acquiescement des forces dites d'opposition du consensus répressif et autoritaire. Ce constat est validé dans les faits : la Loppsi 2 fut présentée à l'opinion publique en 2009, et c'est à la fin 2010 seulement que des voix dissonantes commencèrent à se faire entendre. Et aujourd'hui, les collectifs construits en réaction à cette loi vont se dissoudre.

Mais la récente campagne menée contre Lopssi 2 permet d'observer une situation nuancée qui peut ouvrir sur des perspectives. Diverses dispositions firent réagir surtout des usagers d'internet, puis ceux d'habitations légères et nomades. Il faut rappeler que le préfet peut mettre en demeure les occupants d'un terrain de quitter les lieux sans qu'une décision de justice ne statue sur la situation, ce qui était le cas jusqu'alors. Et cela peut aboutir à la destruction des habitats illicites.

Stop ou encore ?

Pour exemple, ce sont les occupants d'habitats hors normes qui réagirent à Alès (Gard) en décembre, puis à Toulouse en janvier, pour protester contre Loppsi 2. Des campements et occupations de sites urbains eurent lieu. Ces actions alertèrent et firent réagir les secteurs militants, assoupis, même si des initiatives avaient déjà été menées[2], mais sans dépasser le cercle des protestataires habituels. Il y a un certain fatalisme des militants face à l'implacable volonté étatique de nous imposer ses logiques et ses lois, alors que des pratiques plus subversives ont des résultats plus spectaculaires. Même si celles-ci n'ont rien empêché, sur le fond. Pour l'instant…

Encore dans le Gard, la vidéo mise en ligne sur l'internet qui montre un blocage pacifique de manifestants gazés par un officier de gendarmerie a fait événement. Cette vidéo fut prise à Anduze le 1er février 2011, alors que le sous-préfet et des élus – dont le maire UMP d'Alès – prenaient un train qui ne pouvait démarrer, bloqués par des opposants à l'intégration imposée à leur commune à une communauté dite du « Grand Alès ». Les réactions qui suivirent permirent à cet épisode d'une lutte très locale d'occuper les titres de la presse nationale en quelques jours. Là, c'est le dérapage des « forces de l'ordre » face à des personnes déterminées et pacifiques qui a permis de gagner la bataille de l'opinion.

Mais ce n'est pas tout. Des rassemblements initiés par le Collectif local contre Loppsi 2 le 18 janvier, ou pour la libération d'Abdel[3] donnent l'opportunité à la préfecture de Nîmes d'envoyer des lettres à des activistes locaux. Ces lettres leur rappellent que les rassemblements auxquels ils ont participés n'étaient pas déclarés en préfecture. Il y a là une stratégie d'intimidation. On peut penser que la préfecture ne s'arrêtera pas là : d'autres activistes recevront donc d'autres lettres.

Les moyens traditionnels des militants de tous bords peinent à enrayer la machine sécuritaire. Il y a des pratiques désobéissantes qui engrangent des succès. Des situations sont créées par l'administration qui nous met en position d'obéir ou de résister. Ajoutons à cela un contexte où les désobéissances sont des outils intégrés dans les formes de luttes des mouvements sociaux (faucheurs d'OGM, déboulonneurs de pub, RESF, résistants à la base élèves, actions contre la réforme des retraites de 2010, etc.). On comprendra bien où je veux en venir. Il faut prendre au sérieux ces questions de désobéissances, car elles sont à l'ordre du jour[4]. Et puisqu'il ne suffit pas de se définir « anarchiste » pour être un « désobéissant », il serait grand temps que débats qui aboutissent et pédagogies actives s'installent dans nos recherches pour un autre futur.

Daniel
Groupe Gard-Vaucluse
de la Fédération anarchiste

1. Voir l'article d'Agnès Pavlowsky, *Le Monde libertaire*, n° 1618 (www.monde-libertaire.fr).

2 Voir le site http://antiloppsi2.net.

3. Militant sans papiers enfermé au centre de rétention de Nîmes, mais libéré depuis.

4. Lire « Devoir de désobéissance », de Jean-Jacques Gandini, *Réfractions*, n° 25, automne 2010.

Congrès Force ouvrière

Quels enjeux ?

Le congrès confédéral de Force ouvrière se tiendra du 14 au 19 février à Montpellier. Ce sont plus de 3000 délégués qui débattront pendant une semaine du rapport d'activité du bureau confédéral et des résolutions qui déterminent les mandats de l'organisation pour les trois prochaines années. Trois mille délégués, c'est environ deux fois plus que pour les congrès CGT ou CFDT, tout simplement parce que les statuts ne permettent pas à FO de filtrer les congressistes. Tout syndicat de base peut déléguer un mandaté porteur d'un nombre de voix proportionnel aux adhérents qu'il représente sans que les directions des unions départementales ou des fédérations ne puissent exercer de veto. Le seul obstacle est matériel, puisque c'est aussi au syndicat de base de financer les frais de transport, d'hébergement, de restauration. Mais même sur ce plan un certain nombre d'unions départementales (dont la mienne) « mutualisent » les moyens et permettent à des syndicats sans le sou de participer au congrès. À cela s'ajoute le droit absolu pour tout mandaté de s'exprimer à la tribune. Tout cela aboutit à une liberté de ton assez peu fréquente dans le milieu.

Bien évidemment, cela ne signifie pas que des manœuvres diverses, des discussions de couloir, des alliances de circonstances existent mais le fait est que l'appareil a souvent bien du mal à cadrer les choses comme il le souhaiterait. C'est particulièrement frappant lors des discussions des résolutions. La direction propose sur les différents sujets des textes souvent « semouleux » qui permettraient ensuite des interprétations très souples du mandat. Mais à la fin de débats souvent acharnés en commission, jusqu'à 3 ou 4 heures du matin, le résultat est souvent assez radicalement différent, y compris si un secrétaire confédéral doit avaler son chapeau !

C'est ainsi qu'au congrès de Lille en 2007, un mandat clair a été fixé sur la question des retraites et c'est sur la base de ce mandat que la direction confédérale a pu être « recadrée » à l'automne dernier quand c'était nécessaire. Le mot d'ordre de « retrait » de la loi impulsée par Sarkozy s'est imposé et la confédération a porté l'idée de grève et de blocage, alors même que l'intersyndicale autour de l'axe Thibault-Chérèque conduisait sciemment les salariés dans le mur.

FO n'a signé aucun de ces communiqués « intersyndicaux » ne revendiquant rien et organisant des journées saute-mouton dont on connaît la nocivité. Sans parler de la honte du communiqué appelant « *au respect des biens et des personnes* » ! Certes, on aurait pu souhaiter que Jean-Claude Mailly soit plus pugnace dans ses quelques interventions médiatiques mais l'essentiel a été que le cap de l'indépendance a été maintenu alors même que les pressions syndicales, politiques et médiatiques pour faire rentrer FO dans le rang ont été très fortes.

L'enjeu de ce 22e congrès réside essentiellement dans le maintien de ce cap au moment où les sirènes du syndicalisme d'accompagnement, avec tous les avantages que cela procure aux bureaucraties, se font pressantes. Et il existe à FO des structures dans la métallurgie, l'agriculture et l'alimentaire ou dans tel ou tel département dont le moins que l'on puisse dire est qu'elles ne brillent pas par leur esprit de résistance ! Au moment où Nicolas Sarkozy et sa clique (ainsi que ceux qui aspirent à les remplacer en 2012) entendent détruire ce qui reste de la Sécurité sociale (discussion avec les « partenaires » au printemps, projet de loi début juillet et vote en automne, cela ne vous rappelle rien ?), des services publics et des libertés individuelles, mieux vaut pour le mouvement social que FO soit bien orientée. C'est pas la révolution mais ça aidera, et cela aucun militant de luttes de classes conséquent ne peut le négliger, en attendant mieux.

Les militants anarchistes de FO prendront dans cette bagarre toute leur responsabilité, sans compromission avec quiconque mais avec une claire idée de ce qu'ils cherchent : des points d'appui pour les luttes sociales.

Quant à la commission exécutive (trente-cinq membres) qui sera élue le samedi et qui connaît treize départs cette année, nous ferons modestement tout ce qui nous est possible pour qu'elle incarne sinon l'esprit révolutionnaire (faut pas rêver), du moins l'esprit de résistance qui semble vouloir se réveiller ici ou là dans le monde.

Nous ferons le bilan sur toutes ces questions dans un prochain numéro.

Fabrice
Groupe La Sociale
de la Fédération anarchiste

Agriculture de pesticides, société liberticide

Guillaume

Fédération anarchiste (29)
CNT FTTE

En décembre s'est tenue la deuxième assemblée générale de la Fédération française des apiculteurs professionnels (FFAP[1]), jeune syndicat indépendant créé dans l'urgence en 2009 pour répondre à la volonté étatique d'organiser à marche forcée la filière apicole. À cette occasion, la directrice de l'Institut technique apicole est venue présenter le programme des recherches de l'année 2011. Celui-ci a soulevé un véritable tollé parmi les apiculteurs. En effet, l'institut se soucie bien plus de la pollinisation (c'est-à-dire l'apiculture au service de l'agriculture) que de la mortalité anormale qui affecte les cheptels (aujourd'hui presque 50 %). Sur le terrain, cette perte de cheptel est attribuée essentiellement aux pesticides et autres biocides qui dégradent l'environnement de l'abeille, qui alors devient plus sensible aux parasites, virus et autres maladies. La FFAP a donc adopté une motion exhortant son institut technique à prendre la problématique des pesticides et biocides à bras le corps, à défaut de quoi il perdra toute crédibilité auprès de la profession – crédibilité déjà bien entamée puisque le vice-président de cet institut est adhérent à la FNSEA, syndicat pas vraiment favorable à une agriculture paysanne…

Lors de cette même journée, des conchyliculteurs (éleveurs de coquillages), connaissant eux-mêmes une surmortalité encore plus terrible (environ 80 % du cheptel !), ont participé à un échange de vues sur cette problématique. Ces éleveurs commencent aussi à mettre sérieusement en doute les causes multifactorielles avancées par les pouvoirs publics. Les pesticides commencent à être montrés du doigt. De fait, les biocides pénètrent dans la terre, gagnent les nappes d'eau puis les rivières et arrivent dans les estuaires… À ce compte-là, on peut se poser des questions sur les effets de ces substances sur l'être humain.

Quelques chiffres donnent froid dans le dos[2]. Dans la famille des néonicotinoïdes, molécules qui agissent sur le système nerveux central des insectes, l'imidaclopride est 7 000 fois plus toxique que le DDT ! Certes les agriculteurs pulvérisent des volumes inférieurs sur leurs champ mais certainement pas 7 000 fois moins… Une autre molécule, le thiamethoxam (étiqueté comme poison), sert en enrobage de semence (c'est-à-dire que la plante va absorber cette molécule toute sa vie) notamment pour le maïs. Un seul grain de maïs rend impropre à la consommation humaine 5 000 litres d'eau, ce qui donne pour 1 hectare de maïs : ½ milliard de litres d'eau ! Mais soyons rassurés, on ne trouve que ce qu'on cherche. Et il est impensable de développer un laboratoire indépendant comme pour le nucléaire (Criirad[3]), de nouvelles molécules pesticides sortant sur le marché tous les ans… Sans parler du secret industriel… Et puis peu importe puisque les laboratoires font des recherches pour fabriquer une abeille OGM résistant aux pesticides[4].

Pour en revenir au chapeau de cet article, il devient difficile de blâmer les agriculteurs (sans pour autant les disculper !). En effet, ils

sont souvent pieds et poings liés par les producteurs de semences et les fabricants de biocides, souvent les mêmes. Pour autant, ces entreprises contrôlent-elles notre alimentation ? Il y a les légumes du potager ! Pour sûr, mais combien de jardiniers conservent leurs graines ? Et depuis que les semences doivent être inscrites dans un registre, les variétés anciennes ont tendance à être éliminées ou mises hors-la-loi[5]. On peut penser aussi aux huîtres dont quasiment plus qu'une seule variété est élevée… Enfin, est-ce que contrôler l'alimentation permet de contrôler la société et son mode d'organisation ? La question se pose clairement quand on songe à la spéculation sur le riz ou le blé ou, encore pire, sur l'eau. Par ailleurs, toute personne contestant cette agriculture industrielle est souvent amenée à se taire à cause de diverses pressions (apiculteurs dénonçant le gaucho subissant des contrôles fiscaux[6], les condamnations à de fortes amendes de Kokopelli[7], les chercheurs opposés aux OGM mis sur la sellette).

En tant qu'anarchistes, il est temps que nous engagions réflexions et luttes sur cette problématique agricole, un peu oubliée ces derniers temps. Car aucune révolution ne pourra faire l'économie d'une remise à plat du fonctionnement de l'agriculture et de l'approvisionnement de la population. Il ne pourra y avoir de changement de société sans changement d'agriculture. Une société anarchiste avec une agriculture de biocides n'a aucun avenir. Comment la population pourrait-elle accepter les scandales environnementaux et sanitaires liés à ce type d'agriculture ! Nous devons lutter pour une agriculture paysanne, respectueuse de son environnement, qui tienne compte des besoins de la population, le tout à un niveau local.

Mais tout ceci répond essentiellement à des problèmes d'ordre écologiques auquel le capitalisme va lui aussi être confronté et sa réponse sera sans doute de récupérer ces alternatives, ce qui sera facile si elles n'ont pas au minimum une organisation libertaire, et surtout si elles ne développent pas un volet sociologique et économique. Donc une simple réforme du système agricole capitaliste comme le prône la Confédération paysanne ne peut être suffisante. De même que créer une amap ou l'investir pour lui donner une tournure organisationnelle anarchiste ne saurait être la solution si on ne rappelle pas ce que signifie ce sigle. Il ne s'agit pas uniquement d'un label pour avoir de bons produits à côté de chez soi, il s'agit de maintenir (d'ailleurs si on est révolutionnaire on devrait plutôt parler de « développer » et donc d'adap !) une agriculture paysanne. Cela signifie : fermes à dimension humaine donc sans salarié permanent, une agriculture non spécialisée dans un domaine ou, tout du moins, un fonctionnement entre les différentes fermes basé sur l'entraide et la coopération.

Pour mener à bien une telle révolution agricole, il faudra bien plus de paysans qu'aujourd'hui, il faut donc promouvoir le partage des savoirs et techniques agricoles *via* des universités populaires pratiques, par exemple. Il faut également récupérer et réquisitionner les terres, démanteler les gigantesques exploitations spécialisées. Il faut créer des circuits de distribution courts. Il va donc être nécessaire de repenser l'espace urbain car comment être à proximité des mégalopoles contemporaines qui ont rejeté l'agriculture à des dizaines de kilomètres. Cela implique donc de casser ce béton, décongestionner la ville, décentraliser.

Il est nécessaire de penser une autogestion entre consommateurs et producteurs, voire même casser cette distinction, remettre au goût du jour la prise au tas qui amène à repenser l'idée de l'argent dans nos échanges…

Et pour cela, il faut clairement soutenir les agriculteurs qui s'engagent dans ces changements, en mettant en avant nos choix pour la mutualisation et l'autogestion anarchistes. Et cela passe sans doute par le développement de nos propres outils (mutuelles, banques du peuple, fédération de producteurs, etc.) pour aller dans ce sens. Quand est-ce qu'on commence ? **G.**

1. Site : www.apipro-ffap.fr
2. Voir la pétition du SAPB, www.apipro-ffap.fr/sapb/IMG/pdf/Petition_contre_les_pesticides_012010.pdf
3. Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité. (*Ndlr.*)
4. www.efsa.europa.eu/fr/scdocs/doc/71e.pdf Voir la page 53 : «*One goal of genetically modifying* Apis mellifera *is to create an insecticide-resistant strain, but so far only tests for sperm-mediated transformation are ongoing* (Pew, 2004).»
5. Voir www.kokopelli.asso.fr/proces-kokopelli/provocation-contrefacon-baumaux.html
6. Voir le dvd *Le titanic apicole*.
7. www.kokopelli.asso.fr/proces-kokopelli/gnis-fnpsp7.html

Potkine enlève...

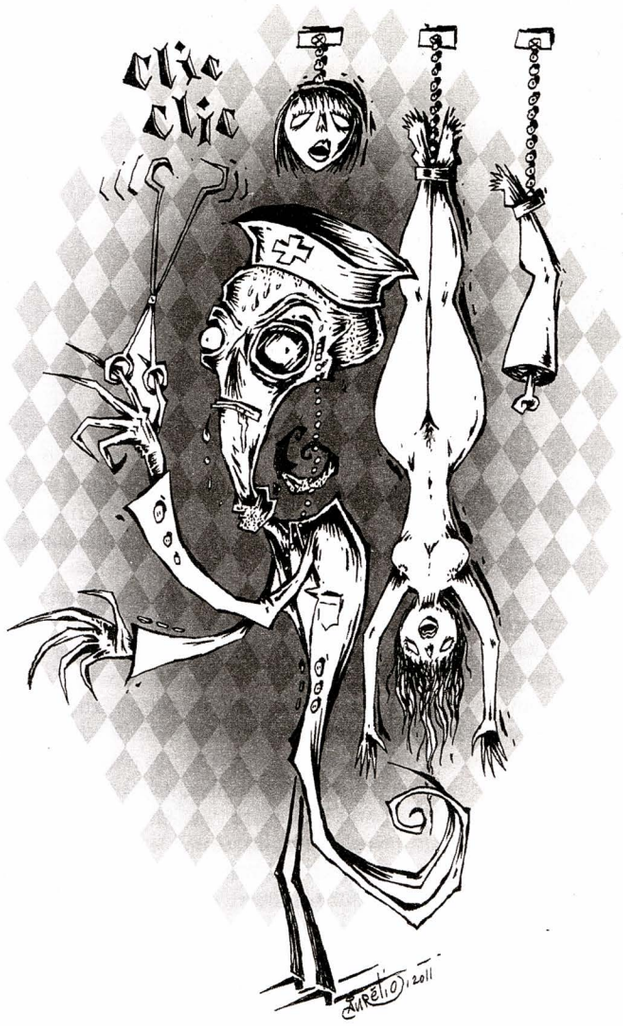
Du stress sur la femelle humaine

Accrochez-vous. Vous pensiez tout savoir des atrocités nazies. Vous pensiez tout savoir de ce qu'un être humain peut infliger à un autre être humain. Les Einsatzgruppen qui abattaient à la mitrailleuse trois mille femmes, hommes et enfants nus dans l'hiver ukrainien, devant une tranchée déjà emplie de cadavres et d'agonisants. Les kapos qui battaient les déportés à mort, les chiens qui déchiquetaient les enfants.

Non. Notre connaissance du crime vient, récemment, d'augmenter encore. Un article d'Heather Pringle dans le numéro du 16 juillet de *Science* révèle la collaboration, étroite, entre anatomistes allemands et bourreaux nazis. Entre 1907 et 1932, l'Allemagne ne condamnait « que » 20 civils à mort par an, en moyenne. Mais entre 1933 et 1945, les prisons allemandes ont exécuté 16 000 civils, traîtres au Führer, au Reich, à la pureté raciale, etc. De quoi faire avancer la science. Chaque institut d'anatomie fut donc assigné à une salle d'exécution capitale. Et l'institut concerné était prévenu, en temps et en heure, de l'imminence des exécutions, afin qu'un assistant et un camion puissent récupérer le... comment dire? Le matériel d'étude. Orden muss sein.

Le lien entre prison et université, entre bourreaux et médecins, était si étroit qu'à Vienne les autorités organisèrent la livraison de manière régulière, par tramway, entre la guillotine à la cour d'assises et la faculté de médecine. On surnomma la chose « le transport mortel ». L'efficacité étant la mère du succès, si la morgue de la faculté était pleine, on retardait les exécutions. Une étude de l'université de Vienne, en 1998, citée par Pringle donne le chiffre de 1 337 victimes des nazis disséquées par les carabins. Sabine Hildebrandt, anatomiste de l'université d'Ann Arbor dans le Michigan, estime que 10 instituts d'anatomie ont reçu 3 228 cadavres de victimes. Elle n'a pas encore calculé ce que reçurent les 21 instituts restants.

L'un des meilleurs livres d'anatomie à la disposition des médecins modernes est *L'Anatomie topographique de l'homme* de l'anatomiste viennois Eduard Pernkopf. Il y travailla à partir de 1933, jusque longtemps après la fin de la seconde guerre mondiale. La perfection formelle et la précision scientifique des peintures anatomiques deviennent nettement moins admirables lorsque l'on sait que Herr Doktor Pernkopf profita amplement de la générosité de la Gestapo et de la cour d'assises. Les anatomistes actuels en discutent encore: peut-on utiliser un travail si bien fait, mais si empoisonné?



Le pire n'est pas là.

Hermann Stieve dirigea l'institut d'anatomie de Berlin de 1935 à 1952. Andreas Winkelmann, anatomiste au célèbre hôpital berlinois appelé « La Charité » et Udo Schlagen, historien au même hôpital, ont récemment révélé que Stieve s'intéressa aux effets du stress sur le système reproductif. Dans les années 1920, il disséqua des poulets. On stressait les poulets en les mettant en présence d'un renard. En cage le renard, on n'est pas des sauvages. Mais. Mais après la prise du pouvoir par les nazis, Stieve commença à vouloir comprendre les effets du stress sur l'ovulation. Humaine. En conséquence de quoi, il discuta avec les dirigeants de la prison de Plötzensee. Il semble n'avoir eu aucune difficulté à persuader les médecins de la prison d'aider ses assistants à prendre les histoires médicales des prisonnières condamnées à mort. Ce qui, toutefois, l'intéressait vraiment, c'était d'étudier ce qui se passait dès lors que ces femmes savaient quand elles seraient assassinées, pardon exécutées, une source scientifiquement indiscutable de stress. On se mit alors à recueillir les cycles menstruels exacts de ces intéressants cobayes, et à noter leurs réactions lorsque la date de leur mort leur était annoncée! Il va sans dire que leurs cadavres étaient soigneusement recueillis par le dévoué Herr Stieve et plus soigneusement encore disséqués. Et comme il fallait bien remercier les autorités carcérales, Herr Stieve accepta de décharger la prison de l'ennuyeuse tâche d'incinérer les cadavres des condamnés à mort de la prison, même ceux dont l'institut ne se servait pas. Il faut un peu de bonne volonté, dans la vie.

Le dévouement à la science de Herr Stieve et de ses amis matons ne connut aucune limite: Winkelmann et Schlagen ont découvert que, lorsque les bombardements alliés de Berlin devinrent fréquents pendant le jour, Stieve intervint auprès de Plötzensee pour que les exécutions continuent à avoir lieu au petit matin, afin que « *les échantillons de tissus puissent être analysés le jour même* ». On ne peut que s'incliner devant tant de rigueur scientifique.

Nestor Potkine

Le panier de crabes de l'après-WikiLeaks

Éric Vilain

LES VICISSITUDES de Julian Assange ont suscité à travers toute l'Europe des vocations dont les motivations peuvent être extrêmement diverses, pas forcément désintéressées, allant du militantisme sincère à la recherche de profit. Tous cependant assurent ne pas vouloir recommencer les erreurs de Julian Assange[1]. On constate une véritable prolifération de sites web, qualifiée par certains d'« anarchique » – évidemment. Bien entendu, ces sites doivent impérativement contenir le mot « leak », qui signifie « fuite » en anglais.

Il paraît que deux groupes militants antimultinationales – au Danemark et en Allemagne – ont déposé en même temps le nom de GreenLeaks et sont en bagarre pour savoir qui va gagner. Faudra-t-il arriver à un procès pour cela ? Ce serait amusant. Chacun des deux groupes aurait travaillé pendant des mois pour mettre sur pied une cyber-infrastructure, créer les réseaux, mettre en place des batteries d'experts et d'avocats sans qu'aucun n'ait connaissance de l'existence de l'autre. Là, curieusement, il n'y a pas eu de fuite…

Évidemment, ils sont furieux d'être en concurrence. On affirme vouloir discuter mais on menace en même temps d'avoir recours à la justice. Bref on est contre les multinationales mais on veut quand même éliminer la concurrence…

Le nom de domaine GreenLeaks.org a été déposé par le groupe danois, mais – on ne sait jamais – le nom commercial l'a été aussi. Le patron de ce groupe basé à Copenhague, Mads Bjerg, est un cadre d'une société de pub sur Internet dont le patron est Jacob Hegemann, qui soutient le projet. Le plan de Bjerg est également soutenu par Birgitta Jonsdottir, une parlementaire islandaise qui a été une proche collaboratrice d'Assange, mais qui l'a laissé tomber après que les autorités suédoises l'eurent fait rechercher pour ses frasques sexuelles.

Bjerg est aussi en relation avec un site nommé OpenLeaks par l'intermédiaire d'un certain Herbert Snorrason, islandais, et ancien volontaire à WikiLeaks. Dans la page d'accueil de GreenLeaks – il n'y a pour l'instant rien d'autre –, on peut lire : « *L'argent n'est pas un obstacle maintenant.* » On n'en sait pas plus. « *Nous voulons devenir l'autorité de référence lorsqu'il s'agira de fuites concernant la nature, le climat et l'environnement… La voix de la terre… l'agence de contre-espionnage de la terre, pourrait-on dire.* »

L'organisateur de l'autre version de GreenLeaks est un Australien vivant en Allemagne, Scott Millwood, qui affirme que son groupe a acquis le nom de domaine de GreenLeaks dans trente-six pays mais aussi les adresses internet sous la désignation de « .com » et de « .biz ». Lui aussi a fait une demande de dépôt de marque commerciale.

Millwood se déclare radicalement différent, quant à sa démarche, de Julian Assange : ce dernier « *croyait qu'il avait le devoir envers*

l'histoire de tout mettre dans la sphère publique; l'information pour l'information », dit-il. « *Là n'est pas notre philosophie. Si nous diffusons une information, nous voulons que ce soit pour une raison précise.* » Pour l'instant, le site GreenLeaks.com de Millwood reste aussi squelettique que le GreenLeaks. org de Bjerg.

L'un de ces nouveaux sites censés apporter la vérité aux populations avides d'information s'appelle OpenLeaks.org – « fuites ouvertes » – déjà mentionné. Le créateur de ce site est un certain Daniel Domscheit-Berg, qui se faisait appeler Daniel Schmitt, et qui fut l'un des plus proches collaborateurs d'Assange... Les rats quitteraient-ils le navire[2] ?

Domscheit-Berg alias Schmitt déclare être sceptique sur l'utilité de balancer tels quels des documents confidentiels sur le Net. Dans leur déclaration de principe[3] ils se présentent plutôt comme un site communautaire, un prestataire de services pour les « whistleblowers » de toute sorte : individus, organisations ou médias. Un « whistleblower » [*whistle* : sifflet ; *to blow* : souffler] est une personne ou un groupe qui avertit les autres à coup de sifflet lorsque quelque chose ne va pas. Une sorte de sentinelle surveillant les dysfonctionnements de la société. Un lanceur d'alerte. « *Nous voulons encourager les fuites à travers le monde tout en minimisant les risques pour les lanceurs d'alerte.* » lit-on.

D'autres clones de WikiLeaks sont en train d'apparaître, spécialisés sur des régions ou sur des sujets particuliers, tels que l'industrie pharmaceutique, la Russie, l'Union européenne.

De tous ces projets, c'est OpenLeaks qui semble être le plus élaboré – trop élaboré, peut-être : il entend mettre en relation à la fois les « leakers » entre eux et les « leakers » et les consommateurs de fuites.

Tout ça a commencé quand Assange et Domscheit-Berg se sont fâchés parce que le premier a sommairement suspendu le second comme porte-parole de WikiLeaks après qu'il eut transmis aux médias des informations faisant état des inquiétudes de militants de WikiLeaks concernant la vie privée d'Assange.

Domscheit-Berg quitta alors WikiLeaks, accusant Assange de se comporter « *comme un empereur ou comme un marchand d'esclaves* »[4]. Il emmena avec lui des figures importantes de WikiLeaks, qui avaient joué un rôle décisif dans la création de l'infrastructure technique du site, par exemple un programmeur que tout le monde appelait « L'Architecte ». C'est lui qui avait rendu possible la diffusion de centaines de milliers de documents classifiés du gouvernement US.

Domscheit-Berg fit une apparition au forum de Davos, lors duquel il intervint sur le thème : « Confidentialité et transparence ». Il y déclara que son expérience avec WikiLeaks l'avait convaincu de l'erreur consistant à publier de l'information brute en laissant les autres la trier. Il ajouta que de gros efforts devront être faits pour analyser, authentifier,

filtrer des documents secrets avant de les rendre publics. Selon lui, un groupe comme WikiLeaks, qu'Assange gère comme un monarque absolu, n'est pas adapté pour effectuer des contrôles sur des informations complexes et potentiellement dangereuses.

Le projet de Domscheit-Berg, tel qu'il a pu être diffusé, ressemble un peu à une usine à gaz. Il s'agit de créer un site qui permettrait à des « leakers » – émanant de gouvernements, de sociétés, etc. – de faire des propositions confidentielles à des groupes qui pourraient les utiliser. En somme c'est le « leaker » qui désigne la personne ou la structure qui reçoit l'information. OpenLeaks ne serait pas, dans l'affaire, chargé d'évaluer, ni même de diffuser publiquement l'information : il se contenterait de la transmettre d'émetteur à receveur. Il s'agirait ensuite de recruter des gens dans les médias, les ONG, le monde du travail, afin qu'ils deviennent des partenaires dans le réseau créé. Ainsi des émetteurs de fuites pourraient contacter OpenLeaks anonymement afin d'être connectés à des partenaires qui auraient les moyens d'expertiser et d'utiliser les données correctement. Un émetteur de fuite pourrait vouloir être mis en relation avec un seul média spécifique.

Il y aurait cependant une période d'embargo pendant laquelle le receveur pourrait analyser et utiliser l'information, après quoi celle-ci serait accessible à tous les partenaires d'OpenLeaks.

La mise en place d'un tel site suscite quelque scepticisme parmi les journalistes et les activistes d'Internet.

Citons encore un autre site qui se place sur le marché de la fuite : EnviroLeaks. org, dont l'activité essentielle consiste à mettre en ligne des télégrammes du Département d'État US qui sont déjà passés sur WikiLeaks...

BalkanLeaks.eu et BrusselsLeaks.com qui traitent, on le devinera aisément, de scandales dans des pays balkaniques et dans l'appareil bureaucratique de l'Union européenne.

À quand MaubeugeLeaks.org ? **E. V.**

---

1. Reuters : « *All across Europe, from Brussels to the Balkans, a new generation of WikiLeaks-style websites is sprouting.* » Les informations contenues dans cet article sont intégralement reprises de la presse états-unienne.

2. http://www.metrolic.com/defectors-from-wikileaks-are-setting-up-competing-website-open-leaks-151863

3. http://openleaks.org/content/news.shtml

4. Interview à l'agence Reuters.

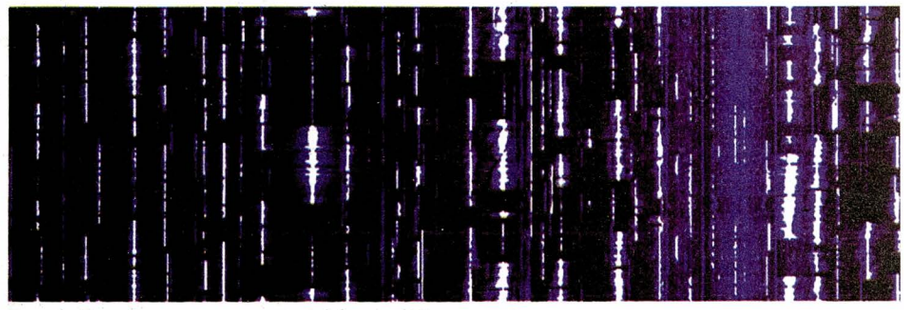
Sciences

« La mission de la science est [...] *de planter* les jalons immuables de la marche progressive de l'humanité, en indiquant aux hommes les conditions générales dont l'observation rigoureuse est nécessaire et dont l'ignorance ou l'oubli seront toujours fatals. » Bakounine

La technique, mon Dieu !

(Deuxième partie)

Nathalie Mc Grath

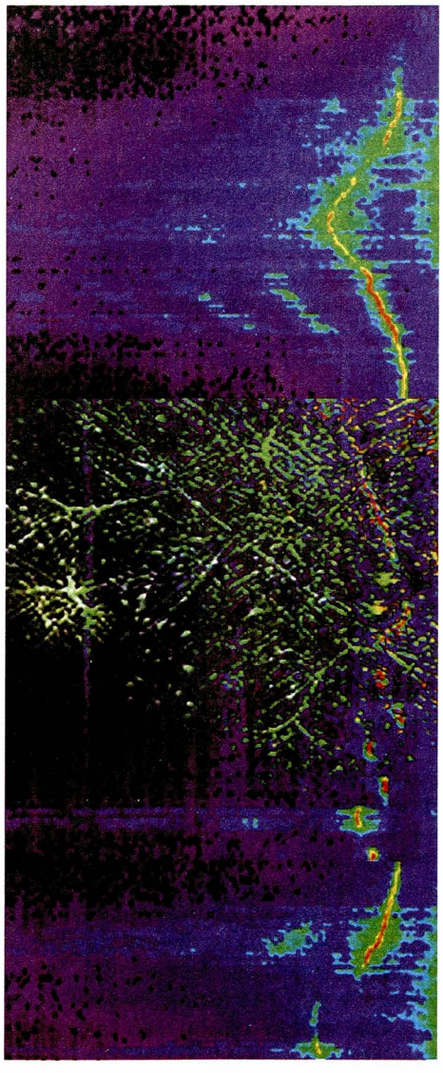


Jean Jacob

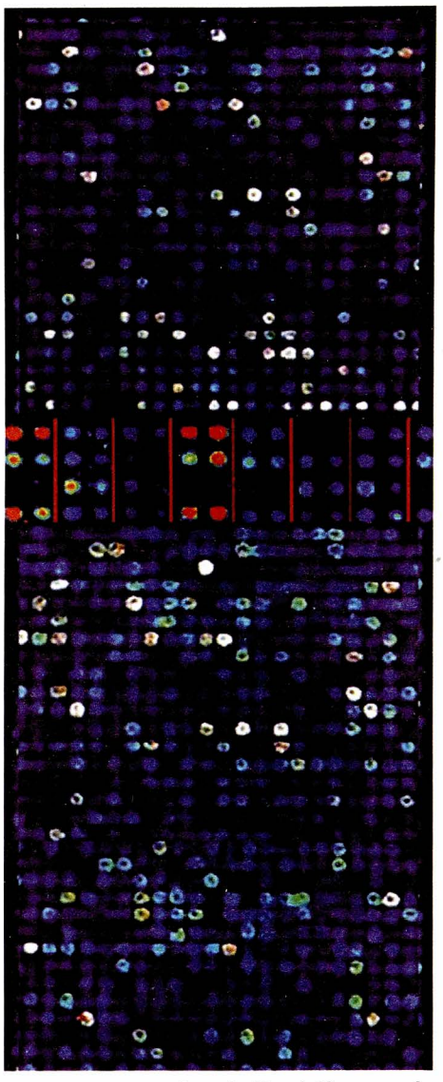
Depuis la disparition de Lanza del Vasto puis de Jacques Ellul, le créneau apocalyptique a été habilement récupéré par un autre penseur médiatique : l'urbaniste Paul Virilio.

Né en 1932, Virilio déverse régulièrement dans les médias sa bile sur le monde moderne. En omettant bien sûr, la plupart du temps, de signaler son ancrage chrétien. Ses contributions constituent un festival permanent de guerres des étoiles nourries de citations convenues et de superlatifs catastrophistes. Pour se faire comprendre, ce qui témoigne en effet d'un souci louable et presque indispensable en ce qui le concerne, il ne répugne pas à choquer. En 1999, dans *Stratégie de la déception*, il plaint les actuels « *déportés des camps des banlieues* » qui seraient livrés aux « *exactions de kapos d'un nouveau genre* ». À l'occasion, il s'interroge aussi sur l'origine de ce mouvement ; vraisemblablement « *une civilisation militaro-industrielle et scientifique qui s'est appliquée pendant près de deux siècles à dépouiller les individus du savoir et du savoir-faire accumulés de génération en génération depuis des millénaires*[1] ». Voilà une genèse qui peut déjà laisser dubitatif... La propension de Virilio à l'outrance est ancienne. En janvier 1985, par exemple, la revue *Traverses* du Centre Pompidou en avait offert un exemple en publiant « Le devoir de dépeupler ». En lisant l'article, on apprend que l'expression est d'Adolf Hitler... Mais il l'utilise alors pour traiter d'un changement américain de position sur la démographie. Ses contributions sont traversées de drones, de bombes, de nanotechnologies, de terreur... On n'en sait généralement guère plus à la fin, mais on sait en tout cas que la fin est proche. Ses écrits et interventions dépeignent une apocalypse rampante, qui ne cesse jamais au fil des ans. Depuis la parution, en 1997, de l'ouvrage incendiaire d'Alan Sokal et Jean Bricmont, *Impostures intellectuelles*, on sait pourtant ce qu'il faut penser de son discours pédant et pseudoscientifique : c'est souvent de l'esbroufe. Comme le disent Sokal et Bricmont : ce qu'il présente comme science est en réalité « *un mélange de confusions monumentales et de fantaisies délirantes*[2] ». Sur ce point, il fait preuve de grande rigueur. Dans la collection « Espace critique » qu'il dirige aux éditions Galilée, il a su publier d'autres pseudo-intellectuels jargonneux et également épinglés pour leurs impostures intellectuelles : Jean Baudrillard, Félix Guattari, etc. Derrière son allure de penseur branché, il s'amuse régulièrement à distiller des remarques acides sur le monde moderne, qui a perdu ses bons repères. Chaque catastrophe économique ou sociale lui offre l'opportunité de pérorer sombrement sur l'état du monde. Depuis longtemps, Virilio excelle dans le jargon ésotérico-apocalyptique. En 1978, par exemple, il surfait très opportunément sur *Défense populaire et luttes écologiques*[3]. Publié aux éditions (politiquement respectables) Galilée, l'ouvrage n'éveille bien sûr pas le moindre soupçon. Du coup, on glisse paresseusement sur quelques considérations iconoclastes : la destruction de la famille ; la stérilisation des lieux populaires et l'évacua-

tion des « *communautés* »; l'évocation d'une « *déportation* » quotidienne... En 1984, il remettait ça dans un autre ouvrage à la pagination plus importante, *L'Horizon négatif. Essai de dromoscopie*. À nouveau, il s'y livrait à un procès de l'homme moderne. Virilio y évoquait même l'hypothèse d'un purgatoire universel[4]. Et pour lui, la fin de l'espérance d'un quelconque paradis sur Terre semblait avoir sonné. C'est aussi ce qu'il expliquait doctement dans *L'autre journal* à l'été 1993. « *Tout le problème a sans doute commencé avec la phrase de Saint-Just sur le bonheur comme idée neuve en Europe.* » Dans cet entretien, il incriminait aussi virulemment la militarisation de la société, dont il pensait alors avoir cerné le fautif. « *Le seul tyran, c'est la technique.* » Il prédisait alors, à la suite revendiquée de l'abbé Pierre, une « *énorme catastrophe* ». En juillet 1994, Virilio s'est encore laissé davantage aller, dans un entretien accordé au *Nouveau Politis Le Magazine* consacré à « la crise de la modernité. Arrêter le progrès ? ». Il déplorait alors : « *Qui a parlé de la mort de ce formidable critique de la technique qu'était Jacques Ellul?* » En 1996, il devait d'ailleurs rejoindre éloquemment le penseur protestant[5]. Dans un long entretien avec Philippe Petit, il avait un peu perdu son sens (tout



relatif) de la mesure. Se défendant, dans un premier temps, de n'être pas – quoique très critique – contre le progrès, il devait pourtant donner un sens tout différent à son propos quelques pages plus loin. Ainsi, « *je ne suis absolument pas contre le progrès, mais nous sommes impardonnables, après les catastrophes écologiques et éthiques que nous avons connues – aussi bien Auschwitz que Hiroshima – de nous laisser piéger par l'espèce d'utopie qui laisse croire que la technique apportera enfin le bonheur et une humanité plus grande*[6] ». Mais quelques pages plus loin, Paul Virilio avait perdu de sa superbe et lançait abruptement : « *Désormais, il faut choisir sa croyance. Ou bien on croit à la technoscience – on est alors partisan de l'intégrisme technique –, ou bien on croit au dieu de la transcendance.*[7] » Le 3 avril 2003, il évoquait sans s'appesantir une « *urgence métaphysique* » dans les colonnes du *Nouvel Observateur*. Le 26 février 2004, l'hebdomadaire offrait à nouveau un entretien de Paul Virilio à ses lecteurs, sous le titre aguicheur « L'état d'urgence permanent ». Il situait cette fois-ci un peu plus ses réflexions. « *Les penseurs que j'estime et aime, par crainte d'être accusés de pessimistes ou de réactionnaires, refusent de regarder la méduse en face.* » Mais Virilio, lui, ose s'affirmer. « *Quels sont les trois livres que je choisirais pour mon île ou ma ville déserte? Sans hésiter, les Écritures et la Bible. Tout Kafka [...]. Et quelques livres de Joseph Roth.* » Dans *Le Nouvel Observateur* du 27 novembre 2008, Virilio s'offusquait du cours pris par le monde moderne : « *La révolution actuelle, c'est l'instantanéité, l'ubiquité, la simultanéité. Bref, tous les attributs du divin.* » Chaque catastrophe est pour lui du pain béni, l'occasion d'étaler dans les médias sa science infuse. Ces derniers temps, il a été particulièrement gâté. L'année 2008 et le krach financier américain lui ont offert une superbe occasion de philosopher. Le 19 octobre 2008, le candide *Le Monde* publiait ainsi une page entière du vieil oracle, jamais à court de superlatifs. Le titre de l'article était alors à la hauteur de l'entretien : « Le krach actuel représente l'accident intégral par excellence ». La charge contre le monde moderne y était une fois de plus radicale. « *Je disais que nos prouesses techniques sont grosses de promesses catastrophiques.* » En 2010, il s'est vu conforté dans ses certitudes par une énième catastrophe, une tempête celle-là. Le temps était donc propice pour sortir son vingt-cinquième livre. Dans *L'Administration de la peur*, Virilio se déclare modestement « *révélationnaire*[8] » et apporte quelques révélations qui équilibrent la faiblesse de la pagination (94 petites pages). Il voit se réaliser quelques « *grands mythes bibliques* » comme Babel (11 septembre) ; le déluge (tsunami et ouragan Katrina) ; et l'exode (de populations, lié au réchauffement climatique). Donc, il faut faire émerger une « *intelligence collective de la limite* », voire une « *université du désastre* ». C'en était assez pour faire se pâmer les belles plumes de la presse parisienne, de Jean Birnbaum à Nicolas Truong au *Monde*, jusqu'à l'inévitable Jean-Claude Guillebaud, saluant



cet « *auteur rare* » dans *Le Nouvel Observateur* du 27 mai 2010 avant de l'inclure en août dans une galerie de « *géants de la pensée* ». Il faut, en effet, reconnaître à Paul Virilio le mérite de distraire les médias et d'amuser la galerie. Celle, notamment, de la Fondation Cartier pour l'art contemporain avec laquelle il a collaboré, manifestement trop heureuse de pouvoir s'acoquiner avec un penseur qui ne parlera pas trop d'inégalités sociales... **J. J.**

---

1. P. Virilio, *Stratégie de la déception*, Galilée, 1999, p. 68.
2. J. Bricmont et A. Sokal, *Impostures intellectuelles*, Odile Jacob, 1997, p. 153.
3. P. Virilio, *Défense populaire et luttes écologiques*, Éditions Galilée, 1978.
4. P. Virilio, *L'Horizon négatif. Essai de dromoscopie*, Éditions Galilée, 1984, p. 305.
5. La première partie de cet article, dans *Le Monde libertaire*, n° 1622, traite largement des conceptions d'Ellul. (*Ndlr.*)
6. P. Virilio, *Cybermonde. La politique du pire*, entretien avec Philippe Petit, Textuel, 1996, p. 77.
7. *Ibid.*, p. 81.
8. P. Virilio, *L'Administration de la peur*, entretien avec Bertrand Richard), Textuel, 2010, p. 72.

Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. » **Inconnu**

Barcelone sous les balles

Les années du pistolérisme (1919-1923)

Guillaume Goutte

Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste

État des lieux de la CNT en 1919

À la fin de l'année 1919, époque dont on peut – sans trop de risques – dater le début des sanglantes années du pistolérisme patronal et syndical, la Confédération nationale du travail (CNT), créée en octobre-novembre 1910 lors du Congrès des Beaux-Arts, est alors en plein essor. Les grandes grèves générales et leurs relatifs succès des années précédentes, notamment en décembre 1916 et en août 1917[1], lui confèrent le soutien et la confiance d'une partie importante du prolétariat espagnol. En outre, si son poids en Catalogne est considérable, elle se développe également à l'échelle nationale, comme en témoigne le ralliement de la Fédération ouvrière régionale andalouse, en 1918.

Salvador Segui, l'un des leaders anarcho-syndicalistes du moment, est l'un des principaux artisans du développement de l'activité syndicale de la jeune confédération nationale (il sera, notamment, à l'origine du remplacement des syndicats de métiers par des syndicats uniques d'industrie en 1918). Particulièrement réaliste et intelligent, doté d'un profond sens de l'organisation, il évite que la CNT ne glisse sur la pente d'un radicalisme aveugle et violent, cette tendance si naturelle du combat social mais surtout si propice à faciliter la répression étatique et les sanctions patronales, à décimer les militants, et à placer l'organisation en dehors du terrain proprement syndical pour lequel elle a surtout été créée. Mais, à partir de la fin de l'année 1919, cette « politique » réaliste ne résiste pas à une vague de violence, largement conditionnée par l'intransigeance du patronat catalan, par la brutalité de la répression et par une misère sociale qui ne cesse d'être de plus en plus importante. Dès lors, à côté d'un conflit purement syndical, les mercenaires du patronat et les ouvriers vont s'affronter à coups de bombes et de revolvers dans les rues de Barcelone, et ce jusqu'en 1923.

La grève de La Canadienne de février-mars 1919

C'est avec la grève de La Canadienne en février 1919 que le patronat catalan commence vraiment à prendre conscience du poids de la CNT et de l'impact de ses pratiques et de ses idées révolutionnaires au sein du prolétariat.

Débutée le 8 février 1919 à l'initiative de la CNT en vue d'obtenir des augmentations de salaire et l'établissement de la journée de huit heures, cette grève, qui touche d'abord la compagnie d'électricité connue sous le nom de « La Canadienne », s'étend rapidement aux autres entreprises de Barcelone, la transformant en une véritable grève générale. Les négociations, menées par Salvador Segui un peu plus d'un mois après le commencement du mouvement, aboutissent, au mois de mars, à la satisfaction des demandes des grévistes : à savoir une augmentation sensible des salaires et une baisse du temps de travail quotidien (acquisition de la journée de huit heures). Après quarante-quatre jours de grève, les ouvriers s'apprêtent donc à reprendre le travail. Mais c'est sans compter sur le refus des autorités de libérer la totalité des grévistes de la CNT emprisonnée pendant le mouvement. Du coup, le 24 mars, afin d'obtenir leur libération immédiate, les entreprises barcelonaises reprennent la grève, cette fois en solidarité avec les prisonniers sociaux. Afin de briser ce nouveau mouvement syndical, le gouvernement de Barcelone déclare l'état de guerre. Outre les gardes civils, la répression est menée par une milice bourgeoise, le *somatén*[2], qui procède à de multiples arrestations de grévistes et de leaders de la CNT. Malgré tout, les ouvriers ne lâchent rien et, le 14 avril, les autorités se résignent à libérer les détenus.

Les bandes de tueurs du patronat et les « syndicats libres »

La grève de La Canadienne et sa « petite sœur » du 24 mars constituent une victoire totale du prolétariat et de la CNT sur le patronat. Celui-ci, désireux de s'organiser davantage pour éviter de prochains mouvements sociaux, fonde, en mars 1919, la Fédération patronale. Dès sa création, cette organisation acquiert un poids conséquent dans les sphères politiques, poids qu'elle utilisera largement pour destituer et nommer à souhait les préfets et les gouverneurs de Barcelone.

Outre cette action « politique », les patrons les plus radicaux[3] mettent sur pied des bandes de tueurs. Composées de truands-mercenaires, d'ouvriers antigrévistes et de policiers, ces bandes sont chargées d'éliminer les syndicalistes les plus influents et les plus actifs. Parmi elles, celle des 70 tueurs de Kœnig – prétendu baron, mais surtout ancien espion allemand exilé en Espagne et aventurier notoire – se fera une sombre réputation.

Protégés par la police, ces « pistoleros » bénéficient de laissez-passer qui les protègent des arrestations lors d'éventuelles interventions des forces dites de « l'ordre ». Forts de cette protection et probablement motivés par les primes offertes par les patrons qui les emploient, ils sèment la terreur dans les rangs des syndicalistes barcelonais, harcelant

et assassinant à tour de bras ses militants. C'est ainsi que le 17 juillet 1919, Pablo Sabater, alors secrétaire du syndicat CNT des teinturiers de Barcelone, est abattu par Luis Fernandez, un pistolero de la bande du commissaire Bravo Portillo. Il est l'un des premiers d'une longue liste de syndicalistes assassinés.

Outre les assassinats de rues, d'autres techniques, plus subtiles, sont utilisées par les autorités et le patronat pour éliminer les syndicalistes. Parmi elles, la fameuse méthode dite de « la corde des prisonniers » consiste à se débarrasser de certains détenus en les conduisant à pied jusqu'à des centres de détention très éloignés. Régulièrement passés à tabac, privés d'eau et de nourriture, les prisonniers finissent par mourir de faim et d'épuisement sur le trajet. Autre méthode couramment employée, celle de la « loi des fuites » consiste à libérer un syndicaliste emprisonné puis, une fois celui-ci parti, à lui tirer une balle dans le dos en l'accusant d'avoir voulu s'enfuir – certains policiers les laissent aller jusque chez eux où les attendent quelques pistoleros qui les descendent. José Maestre de Laborde, connu sous le sobriquet de « comte de Salvatierra », aura plus d'une trentaine de fois recours à cette loi des fuites pendant son « mandat » de gouverneur civil de Barcelone, de janvier à mai 1920.

À côté de ces sinistres activités, le patronat fonde, le 10 octobre 1919, les « syndicats libres », dans l'espoir de concurrencer les syndicats socialistes et anarcho-syndicalistes. Ils sont alors présentés comme des organisations de défense des travailleurs indépendantes de toute idéologie politique. Placés sous la direction de Ramon Sales et de Juan Laguia – deux personnalités de l'extrême droite carliste du moment –, ces syndicats libres se verront contraints, dans la plupart des entreprises, de tenter d'obliger les ouvriers à cotiser chez eux. Globalement, l'expérience sera un échec.

Outre cette tentative plutôt ratée de pseudo-syndicalisme, le patronat, pour se venger des grandes grèves de février-avril, décide un *lock-out* quasi général pour l'automne 1919. Durant dix semaines, les patrons barcelonais ferment leur entreprise, jetant à la rue plus de 200 000 ouvriers. La ville devient le foyer d'une misère sociale qui, on le verra plus loin, nourrira le cycle de violences engendré par le patronat.

En novembre 1920, la répression du mouvement syndicaliste – et anarcho-syndicaliste en particulier – monte d'un cran lorsque Martinez Anido est nommé gouverneur civil de Barcelone et lorsque le général Miguel Arlegui obtient le poste de chef de la police. Antisyndicalistes convaincus, ils organisent une extraordinaire vague de répressions à l'encontre du mouvement ouvrier catalan, multipliant les arrestations arbitraires, les emprisonnements, les tortures et les exécutions. Miguel Arlegui sera réputé pour mener personnellement certaines séances de torture. À ce sujet, Jean Bécarud et Gilles Lapouge citent, dans leur livre *Anarchistes d'Espagne*, le témoignage d'un avocat ayant défendu un militant libertaire dénommé Rodenas : « *En dépit de ses graves blessures, on conduisit Rodenas dans l'édifice de la police. On lui infligea un véritable martyre, en particulier en approchant des allumettes enflammées de ses cicatrices sanglantes, sous prétexte de les cautériser. Après quinze jours de régime, on l'admit à l'hôpital et il mourut trois jours après. Dans ses blessures, on a trouvé des morceaux de verre, des restes d'allumettes.* »

De son côté, le patronat continue à payer des bandes de tueurs pour décimer les forces syndicalistes, en étroite collaboration avec les autorités. Bien que la bande de Kœnig soit dissoute en juin 1920, les pistoleros inféodés aux patrons poursuivent les assassinats. C'est ainsi que le 27 novembre 1920, des pistoleros assassinent José Canela, alors secrétaire du syndicat CNT de la métallurgie. Le 30 novembre, c'est Francisco Layret – un des avocats de la CNT – qui est à son tour abattu dans le but évident d'intimider les avocats – ou les juges – qui seraient tentés de défendre ou de prendre en sympathie les militants syndicalistes.

Le 17 juin 1921, Evelio Boal – le secrétaire du Comité régional catalan de la CNT de Barcelone – est à son tour victime de la loi des fuites . Libéré de prison, il est abattu par des policiers en sortant de la préfecture. Antoni Feliu – alors trésorier du comité régional – qui l'accompagnait parvient à s'enfuir, mais sera finalement abattu quelques jours plus tard.

Le 25 août 1922, le célèbre leader cénétiste Angel Pestaña échappe de peu à une

embuscade de pistoleros à Manresa. Grièvement blessé, il est soigné dans un hôpital dont il parviendra à sortir vivant malgré les menaces de ses assassins. L'année 1922 est aussi marquée par les actions de terreur et d'assassinats perpétrées par la bande de Homs, montée par le patronat barcelonais au printemps.

L'année 1923 marque la fin de cette période sanglante. Elle verra tout de même le meurtre de Felipe Manero Francés, président du syndicat CNT de l'habillement de Barcelone, le 27 avril 1923 et, surtout, le 10 mars 1923, celui de Salvador Segui, assassiné par la bande de Homs. Au total, les historiens estiment à plusieurs centaines le nombre de militants cénétistes assassinés par ces pistoleros. Durant le seul gouvernement civil d'Anido, on compte plus de 150 ouvriers assassinés par les milices patronales et la police, surtout en 1921 où l'on dénombre 142 attentats organisés contre des militants ouvriers, entraînant la mort de 69 d'entre eux. Mais, face à ce déchaînement de violence, certains militants de la CNT ne vont pas rester passifs et, à leur tour, dès 1920, prennent les armes pour se défendre et venger leurs camarades assassinés.

Les groupes de défense de la CNT

En automne 1919, le *lock-out* proclamé par la Fédération patronale jette, comme nous l'avons vu précédemment, plus de 200 000 ouvriers dans la rue, sans travail. Le désespoir qui s'ensuit alors dans le prolétariat barcelonais est énorme. Salvador Segui, qui était parvenu jusque-là à faire en sorte que la CNT maintienne le cap de la dynamique syndicaliste, se laisse rapidement dépasser par les événements. C'est le temps du basculement dans la guérilla urbaine des cénétistes les plus déterminés et les plus portés à l'activisme. C'est dans cette dynamique qu'en 1919, pour venger l'assassinat de Pablo Sabater, un groupe d'anarchistes abat Bravo Portillo, le responsable de la bande de tueurs qui avait liquidé leur camarade.

Dans cette même logique, des groupes d'action – dit aussi « de défense » – sont formés, en janvier 1920, par des militants de la CNT pour éliminer les principaux acteurs de la répression antisyndicaliste. Outre les actions punitives contre patrons, policiers et pistoleros, ces groupes, composés sur des bases affinitaires, se chargent aussi de récolter des armes pour les militants syndicalistes. Malgré des désaccords internes sur ce genre d'activités, la CNT tâche de leur offrir un soutien de taille. Pour chaque action entreprise, elle donne l'équivalent du salaire quotidien d'un ouvrier qualifié à chacun des membres de ces groupes. Si certains d'entre eux tombent aux mains de la police et se retrouvent en prison, la CNT se charge également de subvenir aux besoins de leurs familles, notamment à travers les services offerts par son comité proprisonniers. Une même solidarité s'exerce vis-à-vis des familles en cas de décès des militants[4].

Dans son ouvrage *Le Mouvement anarchiste en Espagne. Pouvoir et révolution sociale*, César M. Lorenzo avance l'hypothèse que ces groupes de défense auraient également été composés de mercenaires du même genre que ceux utilisés par la Fédération patronale, mais payés cette fois par la Confédération. Tirant pleinement profit de cette « guerre », ces tueurs salariés, qui n'auraient manifesté aucune opinion politique particulière, seraient passés d'un camp à l'autre au seul jugé du montant de la solde[5]. Mais cette « thèse » est largement remise en cause par d'autres historiens.

Le 28 avril 1920, les cénétistes Alberto Manzano, Joaquin Buigas, Francisco Berro et Restituto Gomez, qui, ensemble, ont constitué un de ces groupes de défense, organisent un attentat contre les pistoleros de Kœnig, dont la bande sera dissoute deux mois plus tard. La même année, le 4 août, un autre groupe – *a priori* composé des cénétistes Ramon Casanellas et Pedro Mateu – assassine le comte de Salvatierra, ex-gouverneur civil de Barcelone, responsable, nous l'avons vu précédemment, de la mort de plusieurs militants syndicalistes de janvier à mai 1920.

Le 22 avril 1922, c'est au tour du président du Conseil, Eduardo Dato, d'être abattu, à Madrid, par le groupe d'action dit « Le Métallurgique », composé de trois militants métallurgistes de la CNT : Pedro Mateu, Luis Nicolau et Ramon Casanellas. On reprochait alors à Eduardo Dato de porter directement la responsabilité de la sanglante répression antisyndicaliste de Barcelone, d'avoir été le principal instigateur de la loi des fuites, et d'avoir nommé personnellement, en 1920, le sinistre Martinez Anido à la tête du gouvernement civil de la capitale catalane.

C'est dans cette même optique d'action directe qu'en 1922 les futurs « leaders » de la CNT Buenaventura Durruti, Francisco Ascaso, Antonio Ortiz et Garcia Oliver fondent le groupe Les Solidaires (Los Solidarios). Partisans de l'action directe, ils se font principalement connaître, à leurs débuts, pour des attaques de banque destinées à remplir les caisses de la CNT qui, face à une répression impitoyable, commence à manquer de fonds. C'est seulement après la mort de Salvador Segui, le 10 mars 1923, que Les Solidaires commencent à liquider, par les armes, certaines figures de la répression. Le 17 mai, ils assassinent ainsi le lieutenant-colonel Regueral et, le 4 juin, pour venger l'ancien leader anarcho-syndicaliste, ils assassinent le cardinal Soldevila dans sa voiture, près de Saragosse.

En raison du climat de terreur qui règne à Barcelone, des critiques commencent à pointer, depuis Madrid, à l'encontre de Martinez Anido, que tout le monde perçoit comme le principal responsable de ce déchaînement de violence. Dans l'espoir de légitimer à nouveau sa position et son action aux yeux du gouvernement central madrilène, Martinez Anido organise un faux attentat contre lui-même et accuse les anarchistes. Mais le mensonge est mis à jour et le chef du gouvernement de Madrid le limoge et, avec lui, le chef de la police. Si la classe ouvrière accueille cette destitution avec soulagement, il n'en va pas de même pour le patronat catalan qui voyait en Martinez Anido la solution la plus efficace pour la répression du syndicalisme et, en particulier, de l'anarcho-syndicalisme. Le pouvoir de Madrid entre alors dans une phase de crise politique, à laquelle s'ajoutent les déboires de l'armée espagnole au Maroc qui achèvent de le discréditer. Profitant de cette confusion et de l'aide considérable du patronat catalan, le général Primo de Rivera organise, en 1923, un coup d'État et prend le pouvoir. Si le pistolérisme prend fin, une nouvelle période commence : celle de la dictature et de la mise hors-la-loi de la CNT.

G. G.

---

1. La CNT proclame et organise ces deux grandes grèves en commun avec l'Union générale des travailleurs (UGT), d'obédience socialiste. Celle d'août 1917 sera suivie d'une répression sanglante. Mais le succès de la Révolution russe, en octobre, ravive les espoirs du prolétariat espagnol.

2. Créé au XIe siècle, le *somatén* était, à ses débuts, principalement chargé d'alerter les villes et villages voisins de dangers imminents (*somatén* signifie, en catalan, « émettant du son »). En 1855, il devient un corps militaire chargé de protéger les propriétés des grands propriétaires terriens de Catalogne, une sorte de milice bourgeoise armée. Ses prérogatives vont vite s'élargir et, dès le début du XXe siècle, le *somatén* collabore étroitement avec le gouvernement, notamment pour des missions de répression. Il participe, par exemple, à l'arrestation de Francisco Ferrer, en 1909, à la suite de la tentative d'attentat contre Alphonse XIII (voir *Le Monde libertaire*, n° 1607, www.monde-libertaire.fr).

3. Tous les patrons ne semblent pas partager cette idée de créer des bandes de tueurs. C'est notamment le cas de Felix Graupera qui refusera de soutenir les actions de la bande de Kœnig et qui, pour cette raison, sera lui-même assassiné par les tueurs du patronat.

4. Chris Ealham, *La Lucha por Barcelona : clase, cultura y conflicto, 1898-1937*, Madrid, Alianza, 2005, p. 98-99.

5. Cité dans César M. Lorenzo, *Le Mouvement anarchiste en Espagne. Pouvoir et révolution sociale*, Toulouse, Éditions libertaires, 2006, p. 61 : « *Apparaissent alors les premiers "groupes de défense" rétribués par les syndicats ; ils exécutent des propriétaires d'entreprise, des gérants, des contremaîtres, et font face aux pistoleros de la Fédération patronale. C'est désormais la gangrène généralisée, avec des "professionnels" qui ont intérêt à ce que le mal s'éternise et qui passent d'un côté à l'autre, s'entendent entre eux.* »

c'est pas du cinoche !

Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil

Après MAM et ses vacances en Tunisie, c'est Fillon qui admet être allé en vacances chez le dictateur égyptien. N'y voyons rien de mal, bien sûr, et n'ayons pas l'esprit mal tourné. En période de crise, tous les sondages le confirment, on va davantage en vacances dans la famille ou chez les amis. La véritable question est d'avoir ou pas des amis dictateurs.

Punishment Park

La France, pays des droits de l'homme, c'est un peu devenu une image d'Épinal, une vieille carte postale délavée d'un passé plus ou moins mythique dont on entretient le souvenir, malgré les couleurs qui passent et les coins qui s'écornent. Cette fois-ci, c'est la bonne : après un arsenal de lois liberticides mises en place tant par la droite que par la gauche, Sarko (l'homme qui met la liberté KO) a instauré Loppsi 2, un arsenal répressif dont les effets se manifesteront très bientôt dans ce qui reste de vos libertés et de votre vie privée.

Flic ou voyou

À Poitiers, le délire sécuritaire entamé il y a plus d'un an continue : à l'issue d'une manifestation nocturne en soutien aux sans-papiers, sept personnes ont été interpellées, et des perquisitions chez des militants anarchistes ont eu lieu. Bien entendu, rien n'a été trouvé, et seule « l'intention » de commettre un délit a été mise en avant par les policiers bredouilles. Qu'ils sachent que nous avons, pour notre part, bel et bien l'intention de faire la révolution.

L'indic

Toujours dans la série des infos policières, cette fois en Angleterre, on a appris que les écolos radicaux de Earth First et le collectif Dissent ! avaient été infiltrés pendant plusieurs années par un flic plutôt doué, Mark Kennedy. Durant sept ans, il avait réussi à infiltrer ces réseaux jusqu'à lancer certaines initiatives et actions. Touché par une sorte de syndrome de Stockholm, il aurait aujourd'hui, bien qu'ayant été découvert, rejoint les idées des personnes qu'il infiltrait.

Men in Black

Le 22 janvier avait lieu à Göttingen un black bloc antifasciste d'environ 700 personnes pour protester contre l'avis de recherche à l'encontre d'un militant antifasciste recherché par la police à la suite d'un refus de prélèvement d'ADN. Le 28 janvier, le militant a fini par se livrer, et une manifestation spontanée de plus de 300 personnes a eu lieu, avec à la clé des affrontements avec la police.

Bibo

Soutenons Andreï Koutouzov

Andreï Koutouzov, militant communiste libertaire de Sibérie, est actuellement menacé de trois ans de prison. « *Nous appelons à utiliser tous les moyens de lutte contre la police du Centre-E* [anti-extrémistes] : *jets de pierres, graffitis, cassages de vitres.* » C'est un tract contenant ce genre de propos (bourré de fautes) et des extraits de ses textes (sans fautes) qui lui vaut d'être accusé d'incitation à la haine envers un groupe social (la police).

Malgré les témoignages, les erreurs de procédure et le verdict d'un sociologue (la police n'est pas un groupe social), le procès continue. De Tarnac à Tioumen, l'État use des mêmes procédés pour faire taire ses opposants. Dimanche 6 février, des militants anarchistes étaient dans la rue à Paris pour dénoncer ces pratiques et manifester leur solidarité avec Andreï et les militants anarchistes et antifascistes victimes de répression.

Nicolas
Groupe libertaire d'Ivry
de la Fédération anarchiste

www.avtonom.org/fr/node/14846

Radio libertaire

Jeudi 17 février

Chronique hebdo (8 heures) Avec Samuel Hayat, autre passionné de Proudhon, nous verrons comment et quand la notion de "classe" apparaît dans l'histoire.

De rimes et de notes (12 heures) Carte blanche à Yvan Dautin.

Si vis pacem (18 heures) Émission antimilitariste de l'Union pacifiste.

Les enfants de Stonewall (19 h 30) Les Corps Déjantés.

Epsilonia (22 heures)

Vendredi 18 février

Zones d'attraction (11 h 30) Philosophie.

Place aux fous (13 heures) Vicious klub, groupe mod. Du rock classieux et teigneux.

Koumbi (16 heures) Chroniques africaines.

L'invité du vendredi « L'antenne du social » (19 heures) Travailleurs sociaux.

Offensive (21 heures) Libertaire et sociale.

Muzar (22 h 30) Autour de l'art contemporain.

Samedi 19 février

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures)

Chronique syndicale (11 h 30) Luttes et actualités sociales 11 h 30-12 h 30 : Survivantes, femmes violées au Congo, avec Louis Guinamard ; 12 h 30-13 h 30 : émission juridique, avec quelques perles.

Chroniques rebelles (13 h 30) *Indices*, film de Vincent Glenn (Sortie nationale le 2 mars) et *Les grammaires de la contestation* d'Irène Pereira (La Découverte).

Bulles noires (17 heures) « La cagoule et le calibre », un salon critique du genre policier.

Tribuna latinamericana (19 heures) Actualité politique de l'Amérique latine et indigène.

Dimanche 20 février

Ni maître, ni dieu (10 heures)

Folk à lier (12 heures)

Cris et murmures (14 heures) Slam et poésie.

Des mots, une voix (15 h 30) Rediffusion de l'entretien avec Patrick Declerck, pour son livre « Socrate dans la nuit » (sorti chez Gallimard).

Le Mélange (17 heures)

Lundi 21 février

Les Enfants de Cayenne (9 heures) E-One d'Eskicit, le rappeur aux vieilles pulsions anarchistes.

Lundi matin (11 heures) Infos et revue de presse.

Les partageux de la Commune (13 heures)

Le vivre ensemble (16 heures) Végétarisme et cause animale.

La santé dans tous ses états (18 heures) Santé et politique.

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) CNT Culture-Spectacle.

Ça urge au bout de la scène (21 heures) Actualité de la chanson.

Mardi 22 février

Artracaille (11 heures) Art en marge.

Wreck this mess (12 h 30) Cocktail de musiques radicales.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme.

Les amis d'Orwell (16 heures) Anti-vidéosurveillance.

Pas de quartiers (18 heures) Le théâtre, espace de paroles, de recherche sociale, pédagogique, artistique et culturelle. avec Didier Mauberty et Paolo Palermo, de la compagnie Masquarades. Tous à vos postes à galène !

Paroles d'associations (19 h 30) RécréAction, association de promotion de la chanson et des musiques du monde.

Ça booste sous les pavés (22 h 30) CSPB Comité de Solidarité avec le peuple basque.

For a Few Sixties More (00 h 30) Musique jamaïcaine des années soixante.

Mercredi 23 février

Blues en liberté (10 h 30) Katie Webster, Swamp blues.

Le manège (14 heures) Littérature et cinéma.

Femmes libres (18 h 30) Avec Françoise Flamant, pour son livre « *À tire d'elles* ». Itinéraires de féministes radicales des années soixante-dix.

Ras les murs (20 h 30) Émission d'informations et d'analyses, avec lecture du courrier des prisonniers, sur la situation actuelle de la prison et de la justice.

Les Rendez-Vous Soniques (00 h 30) Le magazine libertaire du rock.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Jeudi 17 février

Rennes (35)

20 heures. General Strike, CNT 35 & IMG présentent : Fest-Noz « Bertaeyn/Breizh Against Racism » avec Les Ramoneurs de Menhirs, IMG, Disgresk, Duo Thomas et Jean-Mai. Paf : 5 euros. Salle de la Cité (M° Sainte-Anne). Le groupe La Digne Rage de la Fédération anarchiste de Rennes tiendra une table de presse à cette occasion.

Vendredi 18 février

Orléans (45)

20 heures. Le groupe Gaston-Couté organise un débat sur le thème de la prostitution. Au café littéraire Le Bas Bleu, 164, rue de Bourgogne. Le débat sera animé par Elisabeth et Hélène, militantes à la Fédération anarchiste. www.yagoa.fr/loiret-libertaire

Samedi 19 février

Paris XIe

16 h 30. Rencontre-débat à propos des Roms. Avec Jean-Pierre Dacheux, auteur de *Roms de France, Roms en France* aux Éditions du passager clandestin. À la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. M° République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire. Entrée libre.

Dimanche 20 février

Villeurbanne (69)

19 heures. Projection du film *La Fin de la pauvreté* (documentaire réalisé par Philippe Diaz, 2010), suivi d'un débat animé par Attac, Libertaire production et Philippe Pelletier. Au cinéma Le Zola, 177, cours Émile-Zola.

Mercredi 23 février

Paris XVIIIe

19 heures. Café espéranto avec café-concert (gratuit) de l'excellent Gijom alias Guillaume Armide, pianiste et chanteur, totalement bio et parfaitement espérantophone ! Café Le Soleil de la Butte, 32, rue Muller. M° Chateau-Rouge ou Anvers.

Jeudi 24 février

Saint-Imier (Suisse)

20 heures. Conférence-débat avec Thierry Périssé et Fred Morisse sur la littérature prolétarienne à L'Espace, 39, rue Francillon. Ils présenteront aussi leurs derniers ouvrages.

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Rencontre-débat avec Bertrand Rothé à la Bibliothèque sociale, animée par le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste. Un siècle après *La Guerre des boutons*, que deviendraient Lebrac, Camus, La Crique, Grangibus et les autres ? C'est à cet étonnant exercice que s'est livré l'auteur de *Lebrac, trois mois de prison* (Éditions du Seuil, 2009). Un magistrat participera au débat. Table de presse. Apéro dinatoire. 8, rue de Fouquerolles. kropotkine02@no-log.org

Vendredi 25 février

Besançon (25)

20 h 30. Conférence-débat avec Thierry Périssé et Fred Morisse sur la littérature prolétarienne à la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz. Ils présenteront aussi leurs derniers ouvrages.

Figeac (46)

20 h 30. L'assemblée populaire un moyen d'auto-organisation pour le contrôle de nos luttes, avec bien sûr l'éclairage nouveau des mouvements populaires de Tunisie et d'Égypte. Salle Roger-Laval, ancien CES, 2, rue Victor-Delbos. CNT-AIT Quercy. figeac@cntaittoulouse.lautre.net ou figeac@federation-anarchiste.org

Samedi 26 février

Besançon (25)

19 heures. Soirée Solidaires avec les syndicats Sud, la librairie L'Autodidacte et les Enfants du Titanic contre la casse du système de retraite. Spectacle, concert et discussions. Entrée 5 euros, 3 euros.

Paris XIe

16 h 30. Avec Laurent Melon et son dernier ouvrage *Esope* (Éditions libertaires). Les fables d'Esope restent toujours d'une grande actualité. Illustrations de Laurent Melon. À la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. M° République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire. Entrée libre.

Samedi 5 mars

Troyes (10)

18 heures. Conférence de l'UP3 : Le sport à l'ère des stades, avec Marc Perelman. À la Ligue de l'enseignement de l'Aube, 8, rue de la Mission. Entrée libre. Contact : up.troyes@orange.fr

Le Mans (72)

16 heures. Café libertaire organisé par le groupe Lairial : Que penser de la montée des nationalismes ? Table de presse de Matérial. Épicerie du Pré, 31, rue du Pré.

Paris XIe

16 h 30. À l'occasion de la sortie de *L'Homme à la carabine* (Gallimard, 2011), évoquant André Soudy, l'un des protagonistes de la bande à Bonnot, Patrick Pécherot sera l'invité de la Librairie du Monde Libertaire. Rendez-vous à La Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. M° République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire. Entrée libre.

Jeudi 17 mars

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Rencontre-débat sur l'espéranto à la Bibliothèque sociale, animée par le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste. L'espéranto, qu'est-ce que c'est ? Guy Cavalier de Sat-Amikaro viendra nous entretenir de cette langue a-nationale. Table de presse. Apéro dinatoire. 8, rue de Fouquerolles. kropotkine02@no-log.org

Samedi 12 mars

Rouen (76)

15 heures. Débat avec Mohamed (groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste) sur la situation en Tunisie. Librairie L'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Laurent Valombreuse (La Barricade) et JMR (Les Editions Libertaires)
Présentent le nouveau livre de...
Laurent Melon
Léo 38
PUBLICO
ÉSOPE
Scoopitones
PROJECTIONS FILMS
(Salle chauffée)
Big-up to the ML
RECITAL by THE Fabulous ÉSOPE Fables
IMAGES ORCHESTRÉES
Les Editions Libertaires
Léo38 sur Dailymotion
prix public conseillé 1Esope
LE SAMEDI 26 FEVRIER 2011 16h
SALUT LES COPAINS
Librairie Publico 145 rue Amelot 75011 Paris 01 48 05 34 08